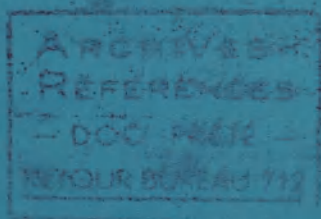
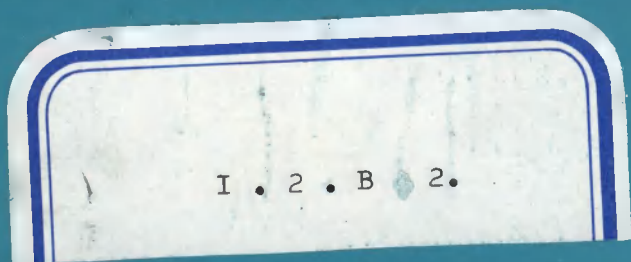


ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE



ROYAUME UNI



JUILLET 1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

PARIS

ROYAUME-UNI

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²) . . .	244	Villes principales (millions d'habitants en 1960)	
Superficie agricole (milliers de km ²).	199	Londres	3,2
		Grand Londres	8,2
		Birmingham	1,1
		Glasgow	1,1
		Liverpool	0,7
		Manchester	0,7

POPULATION

Population (juin 1962)	53.301.000	Population active totale, en juin 1962.	24.912.000
Densité au km ²	218	Salariés des industries manufacturières en juin 1962	8.852.000
Accroissement annuel net (moyenne 1957-62)	293.000		
Taux d'accroissement net par 1.000 hab. (moyenne 1957-62)	6		

PRODUCTION

Produit national brut (aux prix du marché) en 1962 (millions de livres)	28.136	Origine du P.I.B. au coût des facteurs en 1961 (en %) :	
P.N.B. par habitant en 1962 (\$ des États-Unis)	1.478	Agriculture	4
Formation brute de capital fixe (moyenne 1958-62) :		Industrie	38
— en pourcentage du PNB	16,1	Construction	6
— par habitant (\$ des États-Unis).	219	Services et distribution	52
		Part de la production nationale dans les disponibilités en produits alimentaires (moyenne 1953-58)	50

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1962 (en % du P.N.B.)	17	Composition du Parlement :	
Recettes ordinaires du secteur public en 1962 (en % du P.N.B.)	32	Conservateurs	365 sièges
Dette publique au 31 mars 1961 (en % des recettes ordinaires du secteur public)	323	Travailleurs	255 —
		Libéraux	7 —
		Indépendants	1 —
		Vacants	3 —
		Dernières élections : 8 octobre 1959.	

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1961-62)	3.250	Nombre de voitures par 1.000 hab. (septembre 1962)	126
Consommation d'énergie par habitant (tonnes métriques, équivalent en charbon)	4,83	Nombre de téléphones par 1.000 hab. (1961)	162
Production industrielle par habitant (1961) moyennes des membres de l'O.C.D.E. (100)	91	Nombre de licences pour les postes de télévision par 1.000 hab. (1962).	229
Gains hebdomadaires moyens des ouvriers masculins dans l'industrie en octobre 1962	317s. 3d.	Dépenses ordinaires de l'État pour l'instruction publique, par hab. en 1961 (\$ États-Unis)	40

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services y compris les revenus en provenance du reste du monde, en % du P.N.B. (moyenne 1958-62)	23	Importations de biens et services y compris les revenus versés au reste du monde, en % du P.N.B. (moyenne 1958-62)	23
Principaux produits exportés (en % des exportations totales en 1962).		Principaux produits importés (en % des importations totales en 1962) :	
Machines	29	Pétrole	12
Matériel de transport	15	Viande	7
Produits chimiques	9	Machines	7
Textiles	6	Fruits et légumes	7
Sidérurgie	5	Métaux non-ferreux	5
Produits pétroliers	3	Céréales	5

LA MONNAIE

Unité monétaire : livre sterling.		Unité monétaire par dollar des États-Unis	0,357
-----------------------------------	--	---	-------

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

ROYAUME
~ UNI

1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, ainsi que par le Canada et les Etats-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Economique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les Membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Economiques
et des Problèmes de Développement
en juillet 1963

TABLE DES MATIÈRES

I. L'ORIENTATION DE LA DEMANDE	6
II. LA CROISSANCE A LONG TERME	15
III. POLITIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL	19
1. Les données du problème	19
2. Les solutions	23
a) <i>Développement régional</i>	23
b) <i>Mobilité de la main-d'œuvre</i>	24
c) <i>Qualification professionnelle</i>	25
IV. LA SITUATION DES PAIEMENTS EXTÉRIEURS	26
V. CONCLUSIONS	39
* * *	
ANNEXE STATISTIQUE	43

PAGE BLANCHE

ROYAUME-UNI

1. Dans sa dernière étude sur l'économie du Royaume-Uni, l'O.C.D.E. examinait certaines des raisons pour lesquelles, au cours des dix dernières années, ce pays n'avait pas atteint un taux de croissance plus satisfaisant¹. Cette année, les autorités font un effort de grande envergure pour mettre l'économie sur la voie d'une expansion à long terme qui soit à la fois plus rapide et plus régulière.

2. L'activité économique est devenue stationnaire ou a fléchi à partir du milieu de l'année 1961, époque à laquelle il a fallu freiner l'élan de la demande intérieure. Dans les premiers mois de 1962, la production a pris un nouvel essor et la balance des paiements s'est sensiblement renforcée. Depuis le second semestre, toutefois, l'activité s'est de nouveau ralentie et la fin de l'année a été marquée par un fléchissement. Dans le même temps, les exportations cessaient d'augmenter. Depuis le milieu de l'année, et surtout depuis l'automne, les autorités ont commencé à prendre des mesures pour revivifier l'économie. Ces mesures ont été complétées dans le budget d'avril 1963.

3. Si ces mesures ont été plus progressives que beaucoup ne le préconisaient, c'est, en partie, parce qu'il était difficile de diagnostiquer au cours de l'été avec certitude le sens de l'évolution de l'économie. Pareil diagnostic n'est jamais aisé et il semble, en 1962, avoir été plus difficile encore que de coutume. Toutefois, il semble aussi que le Gouvernement ait jugé qu'une croissance plus rapide et continue — qui est, parmi les objectifs de la politique économique, l'un de ceux auquel on accorde maintenant plus d'attention — serait davantage compromise par les restrictions qu'il pourrait falloir par la suite imposer à la demande, si celle-ci augmentait trop rapidement, que par une politique d'accélération lente, même si une telle politique avait pour conséquence de laisser un peu plus longtemps l'économie dans un état de stagnation excessive.

4. La première partie de la présente étude montre comment le Gouvernement a traité le problème de l'orientation de la demande. La deuxième partie résume les données chiffrées correspondant à

1. Etudes économiques de l'O.C.D.E. : Royaume-Uni, Paris, mars 1962.

un objectif de croissance plus rapide, données qui ont été calculées par le « National Economic Development Office » et sur lesquelles est fondé l'objectif de croissance que le Gouvernement vient d'adopter. Le reste de l'étude est consacré à deux questions qui sont extrêmement importantes, non seulement du point de vue de l'orientation de la demande, mais aussi du point de vue du choix et de la réalisation d'un taux de croissance plus rapide à long terme : ce sont tout d'abord les disparités entre la répartition effective de la main-d'œuvre par régions, par industries et par professions et celle qui correspondrait aux nécessités de la production; ce sont, en deuxième lieu, les éléments de faiblesse que comporte la position du Royaume-Uni en matière de paiements extérieurs. Ainsi la troisième partie examine le manque d'homogénéité qui caractérise la situation de l'emploi et du chômage, et les moyens par lesquels la main-d'œuvre pourrait être mieux adaptée aux besoins. La quatrième partie traite de la situation extérieure; on y examine plus particulièrement l'importance que présente la structure des exportations britanniques et les conséquences de la détention, par des étrangers, d'importantes quantités de sterlings liquides.

I. L'ORIENTATION DE LA DEMANDE

5. Bien que la dernière décennie ait été une période de croissance relativement lente, elle a comporté certaines phases de progression extrêmement rapide. Ces phases ont été éphémères parce qu'elles ont entraîné sans tarder la formation de goulots d'étranglement dans le domaine de l'offre de main-d'œuvre et de matières essentielles, une poussée sur les coûts et une augmentation de la demande de produits d'importation. Ainsi, entre le printemps de 1958 et la présentation du budget en avril 1959, des mesures ont été prises pour relancer l'activité après trois années de stabilité virtuelle de la production et, en douze mois, les dépenses consacrées aux biens et aux services ont progressé, en volume, de près de 10 %¹. Les dépenses des consommateurs ont augmenté au total de 6 % et, en ce qui concerne les biens durables, de 12 %; quant à la formation brute de capital fixe elle s'est accrue de 18 %. Bien que les exportations aient augmenté rapidement, les importations ont progressé plus vite encore et le déficit de la balance du commerce — après correction des variations saisonnières — a commencé de s'élargir au début de 1960. Du milieu de l'année 1959 au milieu de l'année 1960, l'emploi dans les industries utilisatrices de métaux — dont les branches les plus actives sont concentrées dans les Midlands et dans le Sud — a progressé de 5 %, ce qui représentait une augmentation de 2,5 % de l'emploi pour l'ensemble des industries manufacturières, alors que l'accroissement annuel moyen des effectifs de main-d'œuvre n'est que d'environ

1. Du 1^{er} trimestre 1959 au 1^{er} trimestre 1960.

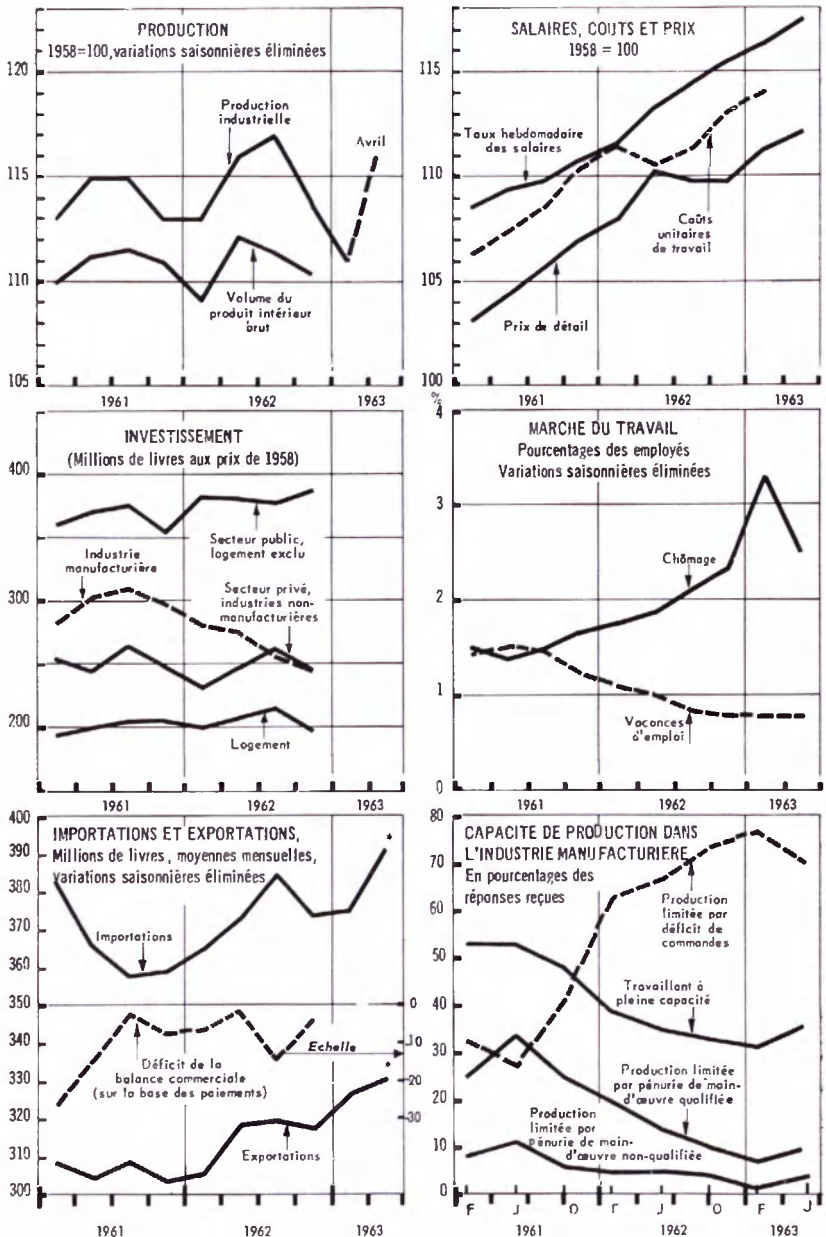
0,7 %. Au cours du premier semestre de 1960, il est devenu nécessaire de prendre un certain nombre de mesures restrictives — sur le plan du crédit et de la fiscalité — afin de modérer le rythme de l'avance et de corriger un déficit extérieur croissant. Une nouvelle série de restrictions, plus sévère, a dû être instaurée en juillet 1961.

6. Cette expérience a dicté la ligne de conduite adoptée par les pouvoirs publics depuis l'automne de 1962. Si les autorités entendent éviter de recourir à la méthode qui fait se succéder les « coups de frein » et les « coups d'accélération », c'est moins en vertu d'un changement d'attitude que parce qu'elles ont pris conscience des difficultés et des aléas des mesures destinées à agir sur la tendance à court terme de la demande, comme des effets démoralisants que les sautes de la politique avaient sur les chefs d'entreprise et sur la main-d'œuvre, et parce qu'elles ont reconnu qu'il était indispensable de ne favoriser les reprises qu'avec prudence si elles ne voulaient pas être obligées de renverser, et non pas seulement de modérer, les mesures expansionnistes peu après les avoir prises.

7. A partir du milieu de l'année 1962, deux secteurs de la demande finale — les investissements et les exportations — ont manifesté des signes de faiblesse. Dans les industries manufacturières, la formation de capital fixe — qui depuis le troisième trimestre de 1961 n'était plus à son maximum — a continué de fléchir rapidement, les industriels ayant révisé leurs projets d'investissement dans le sens de la baisse par rapport aux intentions annoncées en début d'année. Au cours du quatrième trimestre le taux d'accumulation des stocks a fortement baissé. Les exportations, qui avaient augmenté pendant les six premiers mois, ont cessé de progresser vers le milieu de l'année. Le produit intérieur brut a diminué quelque peu au cours du deuxième semestre. La production industrielle est revenue de l'indice 116 (1958 = 100) au troisième trimestre à l'indice 115 au quatrième. En janvier 1963, elle a accusé une forte baisse, qui a ramené l'indice à 109, en raison des effets d'un hiver particulièrement rigoureux sur les travaux de construction. Au printemps, la production avait dépassé le niveau du quatrième trimestre de 1962.

8. Parallèlement à cette évolution, le chômage a augmenté rapidement et a atteint en février le taux de 3,6 %, niveau le plus élevé qui ait été enregistré depuis la crise des combustibles en 1947. Il est retombé par la suite et a atteint 2,3 % en juin. Cette diminution était due essentiellement à la fin du mauvais temps et à la reprise de conditions de travail normales dans le bâtiment et la construction; mais il semble aussi que la tendance ascendante fondamentale du chômage soit maintenant arrêtée. L'importance de la marge de capacité inutilisée qui existait encore dans l'industrie au début du printemps, et le degré de sous-emploi d'une partie de la main-d'œuvre au travail, signifient

Graphique 1. INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



* Avril-Mai.

Source : « Monthly Digest of Statistics », N. I. E. S. R. « Economic Review », Federation of British Industries.

sans doute que l'on peut enregistrer à court terme des gains de production assez substantiels avant que le chômage ne diminue sensiblement. Cette observation n'est pas sans valeur lorsqu'il s'agit de déterminer jusqu'à quel point des mesures de relance sont compatibles avec une croissance économique soutenue. Et il est d'autant plus nécessaire de s'employer activement à résoudre les problèmes particulièrement criants posés par le chômage régional que le stimulant administré à l'économie demeure modéré — c'est là un aspect de la situation du marché du travail sur lequel nous reviendrons plus longuement dans la deuxième partie de la présente étude.

9. D'autres données témoignant du degré de retard de l'activité économique en fin d'année ont été fournies par l'enquête du « National Institute » pour le mois de décembre 1962. Ces résultats ont été confirmés par l'enquête menée en février 1963 par la Fédération des industries britanniques d'où il ressort que, depuis plusieurs mois, le principal obstacle à l'augmentation de la production a été l'insuffisance des commandes. L'étude sur les investissements faite à la fin de 1962 par le Board of Trade laisse présager un fléchissement continu des dépenses consacrées à l'investissement par l'industrie manufacturière privée. Il y est en effet indiqué que les dépenses de capital des industries manufacturières diminueront sans doute de 14 % en 1963 par rapport à 1962; c'est dans le secteur des aciéries et dans celui des produits chimiques que le fléchissement devrait être le plus marqué, encore que l'industrie automobile s'attende à des dépenses du même ordre que l'année précédente et non plus à la diminution que prévoyait l'enquête effectuée à l'été de 1962. Dans les secteurs de la distribution et des services, les dépenses devraient diminuer de 6 % en 1963. Cet été, cependant, il y avait des signes que les entrepreneurs commençaient à adopter une vue plus optimiste des perspectives sur la demande.

10. Depuis le printemps, une amélioration s'est produite dans certains secteurs, bien qu'il soit encore trop tôt pour parler d'une reprise générale de la demande. Les ventes d'automobiles, sur le marché intérieur en particulier, progressent rapidement et la production au cours du premier trimestre de l'année a été supérieure de 17 % à ce qu'elle était un an plus tôt. Pendant les quatre premiers mois de 1963, les commandes nouvelles reçues par les industries mécaniques ont augmenté de 3 % par rapport à la même période de l'année dernière, renversant ainsi la tendance qui était antérieurement à la baisse. Parallèlement, la production d'acier a également commencé à se redresser. Le fait que les exportations aient augmenté de 6 % au cours des trois mois, mars à mai, de 1963 par rapport au quatrième trimestre de 1962 (données corrigées des variations saisonnières) est un symptôme particulièrement heureux qui constitue la première manifestation, depuis le milieu de l'année 1962, d'un certain dynamisme de ce secteur. Les importations ayant augmenté plus lentement

(4 %), la balance commerciale s'est améliorée; sur la base des paiements il y a eu un léger excédent de 14 millions de livres, après élimination des mouvements saisonniers, pour le premier trimestre. Cette tendance revêt plus d'importance pour l'avenir que la ponction de 18 millions d'or et de devises subie en février et mars à la suite de mouvements spéculatifs — et à laquelle il faut ajouter les 89 millions de livres fournies à titre de soutien par des banques centrales étrangères¹.

11. Lorsqu'il est devenu de plus en plus évident, au cours de l'automne de 1962, que la demande intérieure comme la demande extérieure avaient perdu de leur ressort, les pouvoirs publics se sont mis en devoir de prendre un certain nombre de mesures pour relancer l'activité. A cet effet, ils ont commencé par assouplir le crédit : ce qui restait des dépôts spéciaux requis en 1960 et 1961 par la Banque d'Angleterre (dont une partie avait été débloquée en juin) a été restitué aux banques commerciales en octobre et en décembre, en même temps qu'étaient levées toutes les restrictions sur certaines catégories de prêts bancaires (notamment les prêts destinés au financement des achats à tempérament). En janvier 1963, le taux de l'escompte a été ramené de 4,5 à 4 %. Ces mesures ont été rapidement renforcées par d'autres, destinées à stimuler les dépenses des consommateurs : les taux de la taxe à l'achat ont ainsi été abaissés en novembre, puis de nouveau en janvier, ce qui a eu pour effet de ramener le taux maximum à 25 % au lieu de 45 %. Des dispositions visant à favoriser l'augmentation ultérieure des investissements fixes ont été également prises en novembre, époque à laquelle les amortissements dits « d'investissement » ont été portés de 20 à 30 % pour les installations et l'équipement, et de 10 à 15 % pour les bâtiments industriels — une mesure qui, normalement, ne devait être annoncée que dans le budget de 1963. On s'était donc rendu compte que, pour donner suffisamment de souplesse à l'orientation de la demande à court terme, il était préférable de ne pas attendre la date de présentation du budget pour procéder aux modifications si celles-ci devaient s'en trouver grandement retardées. Une nouvelle preuve de cet état d'esprit a été donnée par l'extension, dans le budget de 1963, du pouvoir que le Gouvernement avait reçu deux ans auparavant de modifier certains impôts indirects par acte administratif².

1. Remboursé en juin 1963.

2. En 1961, lorsqu'a été pour la première fois adoptée la clause dite « de régulation », le recours à cette clause devait être ratifié par le Parlement dans les 21 jours du calendrier. Or, cette disposition en limitait l'emploi pendant la plus grande partie des vacances parlementaires d'été, à moins de décider le rappel du Parlement. Depuis le mois d'avril dernier, les réductions d'impôts indirects effectuées dans les limites fixées par la clause de régulation doivent être ratifiées par le Parlement dans les 21 jours de session qui suivent.

Un supplément de dépenses en capital par le secteur public était aussi annoncé; de nouveaux crédits d'un montant de 70 millions de livres, principalement destinées au logement et à l'enseignement, ont été ouverts au mois d'octobre pour la période de 18 mois s'étendant jusqu'en avril 1964 et les dépenses consacrées aux travaux publics ont été légèrement relevées, en particulier dans le Nord-Est. Un montant de 40 millions de livres de crédits d'après-guerre a été débloqué par anticipation, en novembre 1962. L'augmentation des allocations de chômage, des pensions et des autres transferts sociaux a été annoncée au mois de février et a été appliquée en mars et en avril.

12. En bref, le Gouvernement avait pris antérieurement à la présentation du budget une gamme étendue de mesures relativement modérées pour stimuler l'expansion. Cependant, il s'est révélé que ces mesures mêmes ne permettraient vraisemblablement pas d'atteindre en 1963 l'objectif de croissance de 4 % sur lequel le « National Economic Development Council » s'était mis d'accord et que le Gouvernement avait fait sien. En conséquence, le budget a été conçu de façon à fournir des stimulants additionnels et l'on prévoit maintenant que la production augmentera d'un peu plus de 4 % au cours de l'année. Au total, les mesures prises depuis le milieu de 1962 sont considérées comme suffisantes pour résorber le sous-emploi actuel des facteurs de production autant qu'il est possible cette année sans mettre en péril la poursuite de l'expansion en moyenne période.

13. Les dépenses budgétaires globales de l'exercice 1963-64 doivent être supérieures de près de 9 % à celles de l'année dernière, ce qui représente un taux de croissance beaucoup plus rapide que celui des dernières années (tableau 1). Une accélération de cet ordre est fort opportune puisqu'il est nécessaire cette année de revivifier l'économie; cependant, l'expérience a montré qu'il n'est pas facile d'accélérer rapidement les dépenses publiques, et la totalité de l'augmentation n'est pas attribuable sans doute aux impératifs de la politique anti-cyclique. La plus forte augmentation relative des dépenses est celle des postes extraordinaires — qui consistent surtout en dépenses de capital.

14. Outre ce relèvement des dépenses, le budget prévoit des allègements fiscaux représentant plus de 250 millions de livres, qui sont directement destinés à stimuler la demande des consommateurs. Ces allègements consistent à augmenter les abattements personnels plutôt qu'à abaisser les taux d'imposition. Ils bénéficient donc essentiellement aux contribuables chefs de famille ou ayant des personnes à charge, et ils auront sans doute une répercussion immédiate sur les dépenses des consommateurs dès qu'ils entreront en vigueur au mois de juillet (avec effet rétroactif au mois d'avril). On estime que le déficit budgétaire global atteindra 687 millions de livres pour l'exer-

cice 1963-64, contre 66 millions de livres l'année passée. D'un exercice à l'autre, le déficit accuse donc une variation totale de 621 millions de livres, soit 2,5 % du P.N.B.

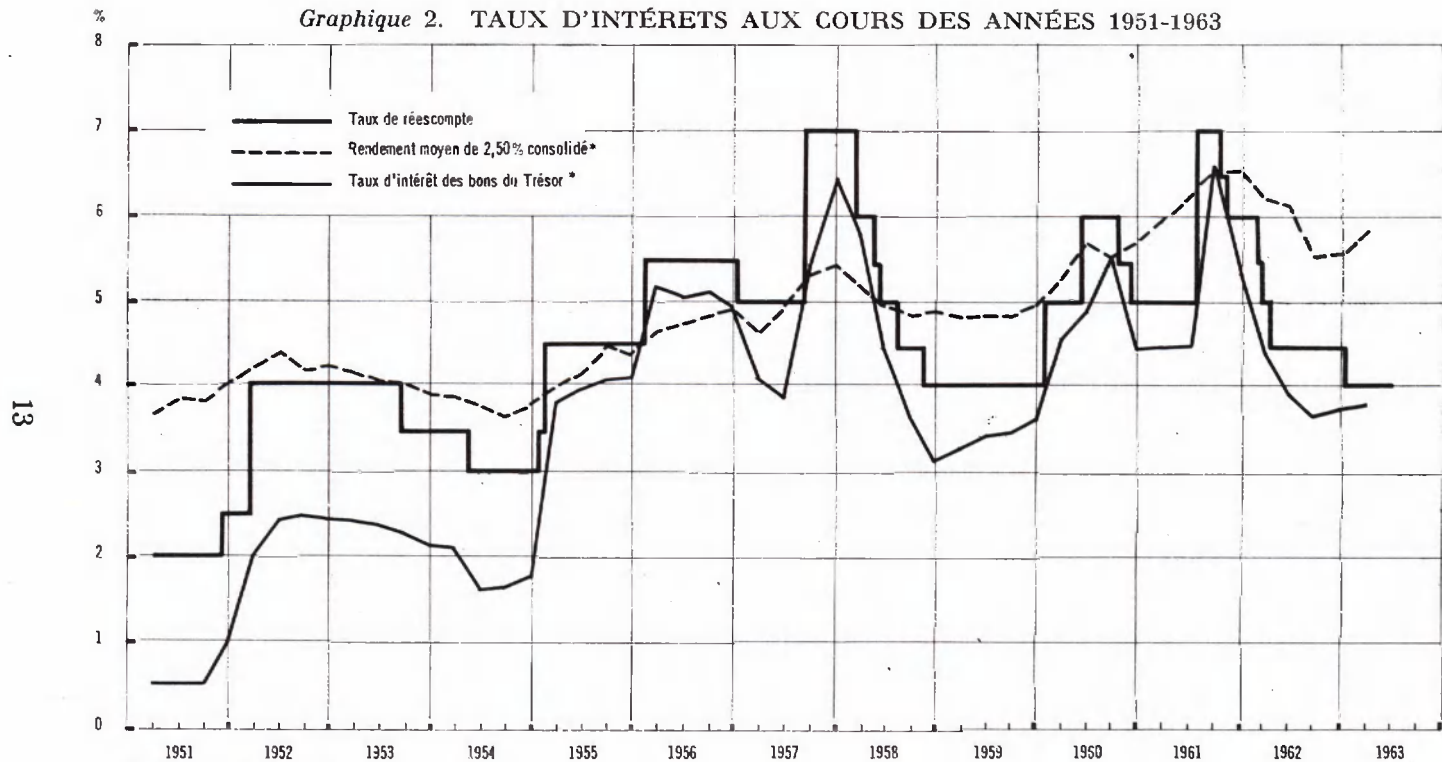
15. Ces dernières années, la gestion de la dette publique semble avoir obéi aux principes suivants : tout d'abord, la politique adoptée en matière de taux d'intérêt à court terme doit être fonction principalement des nécessités de la balance des opérations en capital à court terme; deuxièmement, la politique suivie doit avoir pour objectif de créer des conditions dans lesquelles le volume des crédits bancaires soit soumis à l'influence des autorités, sans avoir recours au contrôle direct. Pendant la plus grande partie des années cinquante, ce principe second impliquait la consolidation de la dette à court terme, c'est-à-dire sa conversion en dette à long terme. A la fin de la décennie, l'expérience a montré qu'étant donné la structure des actifs bancaires, cette politique était insuffisante et, en 1960, un nouvel instrument (les « dépôts spéciaux ») a été mis en œuvre.

TABLEAU 1. BUDGET POUR 1963-64
ET VARIATIONS DE 1958-59 A 1963-64

	1963-64 ESTIMA- TIONS EN MILLIONS DE £	VARIATIONS ENTRE 1962-63 ET LES ESTIMATIONS POUR 1963-64		RÉSULTATS EXERCICES 1958-59 A 1962-63. POURCENTAGE MOYEN ANNUEL DE VARIATION
		EN MIL- LIONS DE £	EN %	
Total des dépenses et paie- ments	8.121	+ 660	+ 8,8	+ 5,8
Dépenses ordinaires	6.929	+ 564	+ 8,9	+ 6,0
Dette consolidée	790	+ 37	+ 4,9	- 1,3
Approvisionnement :				
Défense nationale ...	1.838	+ 117	+ 6,8	+ 4,7
Secteur civil	4.301	+ 410	+ 10,5	+ 8,3
Dépenses extraordinaires.	1.192	+ 96	+ 8,8	+ 4,5
Total des recettes et encais- sements.....	7.434	+ 47	+ 6,4	+ 6,4
Déficit (global).....	687	+ 613	..	..

Source : « Financial Statements ».

Graphique 2. TAUX D'INTÉRÊTS AUX COURS DES ANNÉES 1951-1963



* Moyenne du dernier mois de chaque trimestre.

Source : « Financial Statistics, Monthly Digest of Statistics, Annual Abstract of Statistics ».

16. La mise en application de la politique exposée au paragraphe précédent a entraîné, entre autres effets, une hausse sensible des taux d'intérêt à court terme, qu'il s'agisse du taux moyen ou, plus particulièrement, du taux en vigueur au cours des brèves périodes où des mesures restrictives ont été prises pour stopper la baisse rapide des réserves d'or et de devises (voir graphique 2). Les taux à long terme ont suivi l'ascension des taux à court terme pendant les années cinquante et, au cours des dernières années, l'écart entre taux à court terme et taux à long terme a augmenté d'environ 1 % (tableau 2).

17. La politique exposée au paragraphe 15 a d'autre part entraîné une réduction des liquidités du système économique. Ainsi, au début de la période 1950-1960, les taux de liquidité des banques commerciales se situaient entre 37 et 39 % et ce n'est qu'à la fin de la décennie qu'ils sont revenus un peu au-dessus de 30 %. Au cours de la même période, le potentiel de création de crédit des banques s'est fortement contracté, puisque le taux des avances par rapport aux dépôts est passé de 27 % au début de la décennie à 45 % en fin de période, cependant que l'on enregistrait une réduction radicale — de 25 à 16 % — du pourcentage de fonds d'Etat à long terme dans les avoirs des banques. D'autres indicateurs confirment qu'au cours des années cinquante le système économique a perdu de sa liquidité. Le taux des disponibilités monétaires par rapport au P.N.B. est tombé de 49 % en 1950 à 27 % en 1962. Au cours de la même période, le pourcentage des bons du Trésor par rapport au P.N.B. a été ramené de plus de 20 % à 11 %. La raison essentielle de ce fléchissement est qu'au cours des dernières années les besoins de financement de l'Etat ont été, dans l'ensemble, largement couverts par les recettes provenant de comptes hors budget et de petites épargnes, ce qui s'est traduit par une réduction du volume des créances à court et à long terme détenues par le public (tableau 3). Dans les circonstances actuelles, il ne serait ni surprenant ni fâcheux que le déficit budgétaire accru du présent exercice soit en partie financé par une augmentation de la dette flottante. Cette conclusion se fonde sur une double considération : d'une part, un relèvement des taux d'intérêt risque-

TABLEAU 2. TAUX D'INTÉRÊT

	MOYENNES		
	1951-54	1955-58	1959-62
Rendement des fonds d'Etat à long terme ¹	4,2	5,1	5,8
Taux d'escompte des bons du Trésor	1,7	4,5	4,4

1. Jusqu'en 1954, Emprunt de guerre à 3 1/2 %.

Source : « Financial Statistics, Monthly Digest of Statistics ».

TABLEAU 3. FINANCEMENT DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE

En millions de livres.

	MOYENNE ANNUELLE 1958-59 1961-62	1962-63
Total des besoins de financement	275	56
<i>couverts par :</i>		
Transactions extérieures	-124	23
Comptes hors budget, émission de billets de banque et avances de la Banque d'Angleterre	266	-161
Emprunts auprès du public	133	194
<i>dont :</i>		
— petites épargnes ¹	261	145
— bons du Trésor	-45	-231
— valeurs à long terme	-83	280

1. Y compris les certificats de réserve d'impôts (« tax reserve certificates »), d'un montant de 12 millions de livres.

Source: « Financial Statistics ».

rait de compromettre l'expansion intérieure; d'autre part, l'accroissement du volume du crédit offert, nécessaire au soutien de l'expansion, serait difficile à obtenir sans augmentation de la dette flottante.

II. LA CROISSANCE A LONG TERME

18. Lorsqu'à l'été de 1961 il fallut prendre des mesures d'urgence pour arrêter la diminution des réserves, le Gouvernement souligna qu'il était nécessaire d'étudier de manière systématique les problèmes de politique à long terme qui se posaient. Par la suite, le Chancelier de l'Echiquier a fait état dans le courant de l'année de « la nécessité d'étudier à l'échelon central les plans et les perspectives de nos principales industries, d'en assurer l'harmonisation et de faire en sorte qu'ils cadrent avec les programmes du Gouvernement pour le secteur public, enfin d'examiner dans quelle mesure ces plans, pris globalement, s'accordent avec les perspectives économiques d'ensemble — notamment avec celles qui concernent la balance des paiements, cet élément vital — et peuvent en favoriser la réalisation »¹. C'est à cette fin qu'a été créé le Conseil National du Développement Economique (National Economic Development Council, ou N.E.D.C.) qui comprend vingt membres, dont le Chancelier de l'Echiquier, le Président du Board of Trade et le Ministre du Travail, six représentants des milieux d'affaires, six syndicalistes, les dirigeants de deux industries nationalisées — les chemins de fer et les charbonnages — et deux membres indépendants. Le Secrétariat du Conseil est

1. Lettre du Chancelier de l'Echiquier aux représentants des employeurs et des travailleurs, en date du 23 septembre 1961.

assuré par un Office (N.E.D.O.) dont le personnel se compose principalement d'économistes et d'experts industriels recrutés en dehors des cadres de l'Administration; le Directeur général de l'Office est membre du Conseil.

19. Peu après sa constitution le Conseil a chargé son Office de lui faire rapport sur les implications d'un taux de croissance moyen de 4 % par an pour la période 1961-66, après s'être entretenu avec les représentants du secteur industriel public et privé des incidences qu'aurait, en ce qui les concerne, l'adoption de ce taux et après avoir analysé les conséquences économiques plus générales d'une accélération de la croissance. Au vu de la première partie de cette étude, le Conseil a approuvé, le 24 janvier 1963, l'objectif de croissance de 4 %¹. Par la suite, le gouvernement a adopté cet objectif comme un but général de sa politique. Et le budget d'avril 1963 a été présenté par le Chancelier de l'Echiquier comme la contribution du gouvernement à la réalisation de cet objectif.

20. Après avoir mené à bien la seconde partie de son étude, l'Office a soumis au Conseil une étude des mesures visant à surmonter les obstacles qui risquaient d'entraver la réalisation de l'objectif fixé. A la suite des débats du Conseil, cette étude a été amendée et sa publication a été autorisée en avril².

21. L'enquête effectuée par l'Office auprès des industriels indiquait, en bref, que malgré l'assez grande variabilité des taux de croissance d'une branche à l'autre, les industries consultées n'éprouveraient pas en général de graves difficultés à satisfaire la demande qui résulterait d'un taux de croissance de 4 %. Dans plusieurs secteurs — en particulier celui de l'électricité dont les plans avaient été fondés sur l'hypothèse d'un taux de croissance beaucoup plus faible — les programmes d'investissement devraient être notablement rehaussés. Mais dans certaines autres branches, notamment la sidérurgie et la construction automobile, la marge de capacité inemployée était telle que les industriels ne prévoyaient pas de problème de cet ordre, au moins pour la première partie de la période 1961-1966.

22. Pour mieux repérer certains des grands problèmes qui risquent de se poser sur le plan de la politique, l'Office a préparé, à titre préliminaire, un schéma macro-économique de l'offre et de l'utilisation des ressources en 1966 (voir tableau 4) compatible avec un taux de croissance de 4 %. Il est bien entendu qu'il s'agit là d'une simple indication de tendance, et non d'estimations précises; mais ce schéma a ceci d'utile qu'il met en lumière les conséquences du taux de croissance souhaité du point de vue de la politique à suivre.

1. Cf. « Growth of the United Kingdom Economy to 1966 » H.M.S.O février 1963.

2. Cf. « Conditions Favourable to Faster Growth », H.M.S.O., avril 1963.

TABLEAU 4. OFFRE ET UTILISATION DES RESSOURCES
EN 1961 ET 1966

En millions de livres (prix de 1961) et en pourcentage.

	1961 RÉSULTATS	1966 ESTI- MATIONS	TAUX AN- NUELS D'AUG- MENTATION
<i>Ressources :</i>			
Produit intérieur brut (aux prix du marché)	26.491	32.230	4,0
Importations de biens	4.006	4.870	4,0
Importations nettes de services	70	95	
Total des ressources = total des utilisations	30.567	37.195	4,0
<i>Utilisations :</i>			
Dépense des consommateurs	17.336	20.590	3,5
Consommation du secteur public	4.570	5.440	3,5
Investissements	4.798	6.225	5,3
Exportations de biens	3.863	4.940	5,0

Source : « Growth of the United Kingdom Economy to 1966 ».

23. Les points saillants qui se dégagent de cette analyse sont les suivants :

a) On peut s'attendre que l'emploi augmente de 0,8 % par an. Pour atteindre l'objectif de croissance, il faudrait donc que la productivité augmente annuellement de 3,2 %, alors que sa progression n'a été, dans le passé récent, que de 2,5 % au maximum; on estime néanmoins qu'une augmentation de cet ordre est du domaine des possibilités. Bien que les données statistiques dont on dispose en la matière laissent à désirer, il est probable que le taux d'augmentation de la productivité a suivi ces dernières années une courbe ascendante. Le pourcentage des ressources affecté aux investissements productifs fixes a notablement augmenté en 1960 et 1961. La politique à suivre doit tendre à utiliser le capital et la main-d'œuvre plus efficacement que par le passé. Dès lors qu'elle serait devenue plus rapide et plus régulière, la croissance économique aurait par elle-même une incidence favorable sur la cadence d'augmentation de la productivité.

b) On prévoit que le taux de formation du capital fixe par rapport au produit intérieur brut poursuivra la marche ascendante récemment observée. Compte tenu d'une augmentation plus rapide de la productivité et de la marge actuelle de capacité inemployée, beaucoup d'industries prévoient que leurs dépenses d'investissement progresseront un peu plus lentement qu'au cours des dernières années. Toutefois, ces dépenses devront obligatoirement croître dans une partie du

secteur public — électricité, chemins de fer, postes et télécommunications. D'après les prévisions, on suppose que les investissements au titre du logement et des divers services d'intérêt public, notamment des services sociaux, augmenteront plus rapidement que par le passé, afin qu'un juste équilibre soit maintenu entre la croissance globale et le développement de l'infrastructure et de l'équipement social.

c) Il faudra que la consommation privée augmente moins vite que le produit intérieur brut, mais elle devrait néanmoins augmenter plus rapidement qu'entre 1956 et 1961.

d) D'après les estimations dont on dispose actuellement, il ne semble pas que la réalisation de l'objectif de croissance risque d'être entravé par une insuffisance de l'épargne globale. On prévoit une certaine progression de l'épargne des particuliers, mais il faudra que l'épargne des entreprises du secteur public s'accroisse si l'on ne veut pas être obligé d'imputer sur le budget, dans une mesure croissante le financement des investissements qu'elles envisagent. Le relèvement des tarifs de l'électricité et des postes et télécommunications, récemment décidé par le Gouvernement, est conforme à cette politique.

e) Il sera nécessaire de prendre des mesures pour faire face à l'augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée et mieux utiliser les effectifs disponibles en améliorant leur mobilité.

f) Il ne sera pas facile de concilier l'accélération de la croissance avec l'équilibre de la balance des paiements malgré la pression d'un accroissement des importations moins rapide que par le passé. On prévoit une augmentation des dépenses extérieures du secteur public (y compris les dépenses de défense) et des investissements nets du secteur privé par rapport aux dernières années. Dans ces conditions, il faudra que les exportations de marchandises progressent à une cadence plus rapide que l'ensemble de l'économie; dans son étude, le N.E.D.C. fait état d'un taux de 5 %.

24. Il résulte des projections figurant dans le rapport que la consommation privée doit croître moins vite, et les exportations plus vite, que la production totale. Peut-être les hypothèses formulées en ce qui concerne l'épargne et les besoins d'épargne pèchent-elles par excès d'optimisme. D'autre part, si l'on veut que les exportations progressent, il faudra prêter la plus grande attention à tous les éléments qui peuvent influencer sur les coûts; on voit ainsi à quel point il est nécessaire que tous les secteurs de la communauté admettent que la politique des revenus constitue un rouage essentiel parmi les mécanismes d'accélération de la croissance économique. Il fallait inévitablement du temps pour que l'idée fît son chemin, mais il est encourageant de constater que le N.E.D.C. a réussi à organiser des discussions tripartites sur ce problème et à vaincre la réticence des syndicalistes, initialement peu soucieux de prendre part au débat. En 1962, un autre organisme — la Commission Nationale sur les Revenus — a été créé dans le but de fournir des avis objectifs et de poids sur les

questions touchant aux revenus. Mais les syndicats n'ont pas participé jusqu'à présent à ses délibérations. Le Gouvernement vient de proposer un taux de 3 à 3,5 % par an comme objectif moyen de progression des revenus; ce taux, qui remplace le pourcentage de 2 à 2,5 % précédemment avancé à titre indicatif, cadrerait avec l'objectif de 4 % d'augmentation de la production. Cependant, il ne s'agit là que de mesures préliminaires, encore qu'indispensables, à l'élaboration d'une politique visant à rendre les prix britanniques compétitifs.

III. POLITIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

1. LES DONNÉES DU PROBLÈME

25. Ce problème comporte deux aspects complémentaires. Tout d'abord, lorsque la structure de la demande de main-d'œuvre se modifie très rapidement, il est plus facile d'adapter la structure de l'offre de main-d'œuvre à ces modifications si l'effectif total des travailleurs est en augmentation. Deuxièmement, quand les modifications portent en même temps sur la répartition géographique de la demande de main-d'œuvre, les problèmes d'adaptation risquent d'être particulièrement importants. Il faut tenir compte de ces deux considérations lorsqu'on analyse la situation du marché du travail au Royaume-Uni.

26. Les effectifs de main-d'œuvre disponibles pour l'emploi dans les professions non agricoles paraissent présenter moins d'élasticité au Royaume-Uni que dans la plupart des pays du continent. Cette différence ne tient pas tant au taux d'accroissement naturel de la population (l'écart entre la Grande-Bretagne et les principaux pays du continent est à cet égard assez minime) qu'au fait que la Grande-Bretagne ne s'est pas trouvée placée dans la même situation que les autres pays en ce qui concerne les migrations internationales de main-d'œuvre et la possibilité de transférer des travailleurs agricoles vers d'autres secteurs, et qu'enfin, contrairement à de nombreux pays du continent, elle ne disposait pas de réserves de main-d'œuvre inemployée dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre.

27. Depuis la guerre, l'immigration a été l'un des principaux facteurs d'accroissement de la main-d'œuvre dans un certain nombre de pays d'Europe (tableau 5).

Au Royaume-Uni, en revanche, on a enregistré jusqu'à une époque très récente des sorties nettes d'émigrants, surtout à destination des pays du Commonwealth. Les perspectives ne laissent pas présager un développement aussi dynamique dans certains pays du Commonwealth tels que le Canada, et le nombre des immigrants de couleur en provenance d'autres parties du Commonwealth ayant fortement augmenté, cette émigration s'est transformée en une immigration

TABLEAU 5. VARIATION DE LA POPULATION
PAR ACCROISSEMENT NATUREL ET PAR MIGRATION

En pourcentages.

PAYS	IMMIGRATION (+) OU ÉMIGRATION (—) ET ACCROISSEMENT NATUREL, EN POURCENTAGE DE LA POPULATION EN DÉBUT DE PÉRIODE			
	1952-1956		1957-1961	
	IMMIGRATION OU ÉMIGRATION NETTE	ACCROISSEMENT NATUREL	IMMIGRATION OU ÉMIGRATION NETTE	ACCROISSEMENT NATUREL
Belgique	+0,5	+2,4	+0,4	+2,7
France	+0,7	+3,3	+1,8	+3,5
Allemagne	+2,6	+2,6	+3,1	+3,4
Suisse	+2,5	+3,7	+5,3	+4,2
Royaume-Uni	-0,4	+2,1	+0,4	+2,8
Etats-Unis	+1,0	+7,9	+0,9	+7,7

Source: Secrétariat de l'O.C.D.E.

nette dont la moyenne annuelle s'est établie à 150.000 personnes en 1961 et 1962, soit à peu près la moitié du surcroît naturel de la population. Avec l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 sur l'immigration du Commonwealth (« Commonwealth Immigration Act »), il est probable que le chiffre de l'immigration nette va de nouveau fléchir

TABLEAU 6. ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS DE MAIN-D'ŒUVRE ET VARIATION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET L'AGRICULTURE

En pourcentage.

PAYS	EFFECTIFS DE MAIN-D'ŒUVRE ¹		EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE		DIMINUTION DE L'EMPLOI DANS L'AGRICULTURE, EN % DES EFFECTIFS DE MAIN-D'ŒUVRE	
	1950-55	1955-60	1950-55	1955-60	1950-55	1955-60
Belgique	+ 2,4	-0,4	+ 2,6	+ 1,5	-1,6	-1,5
France .....	...	+0,5	+ 1,7	+ 2,8	...	-4,4
Allemagne	+10,1	+5,8	+24,7 ¹	+12,4 ¹	-3,3	-2,8
Italie .....	...	+5,9	...	+26,2 ²	...	-3,2
Royaume-Uni	+ 4,1	+2,1	+ 8,0	+ 3,0	-0,5	-0,4
Etats-Unis	- 6,4	+6,1	+10,7	- 1,4	-1,4	-1,2

1. Y compris les industries extractives, la construction, l'électricité, le gaz et l'eau.
2. Y compris les chômeurs et les forces armées.

Source: « Statistiques de Main-d'œuvre 1950-1960 », O.C.D.E., et estimations du Secrétariat.

fortement. L'agriculture n'absorbant au Royaume-Uni qu'environ 5 % de la main-d'œuvre alors qu'elle en occupe fréquemment 15 % ou même davantage sur le continent (tableau 6), les possibilités de transfert de travailleurs agricoles vers d'autres secteurs d'emploi sont limitées. Au cours des années cinquante, le taux moyen du chômage est resté faible et n'a varié que dans d'étroites limites (de 1,1 à 2,2 % des effectifs de main-d'œuvre), alors que dans plusieurs pays du continent le pourcentage de chômeurs était, jusqu'à une date récente, très supérieur à ces chiffres.

28. La grande variabilité du taux de chômage d'une région à l'autre n'est pas particulière au Royaume-Uni; dans certains autres pays Membres, les différences régionales sont encore beaucoup plus marquées. Conjuguées, toutefois, à la faible cadence d'accroissement des effectifs de main-d'œuvre, ces disparités ont contribué à freiner l'expansion et à compliquer le problème du maintien d'un juste équilibre entre les augmentations du revenu et les augmentations de la production. Ainsi, bien que l'on ait enregistré à plusieurs reprises — en particulier vers la fin des phases brèves d'expansion — de graves pénuries de main-d'œuvre, en général concentrées dans certaines régions comme les Midlands et les Home Counties où sont

TABLEAU 7. CHOMAGE VENTILÉ PAR RÉGIONS

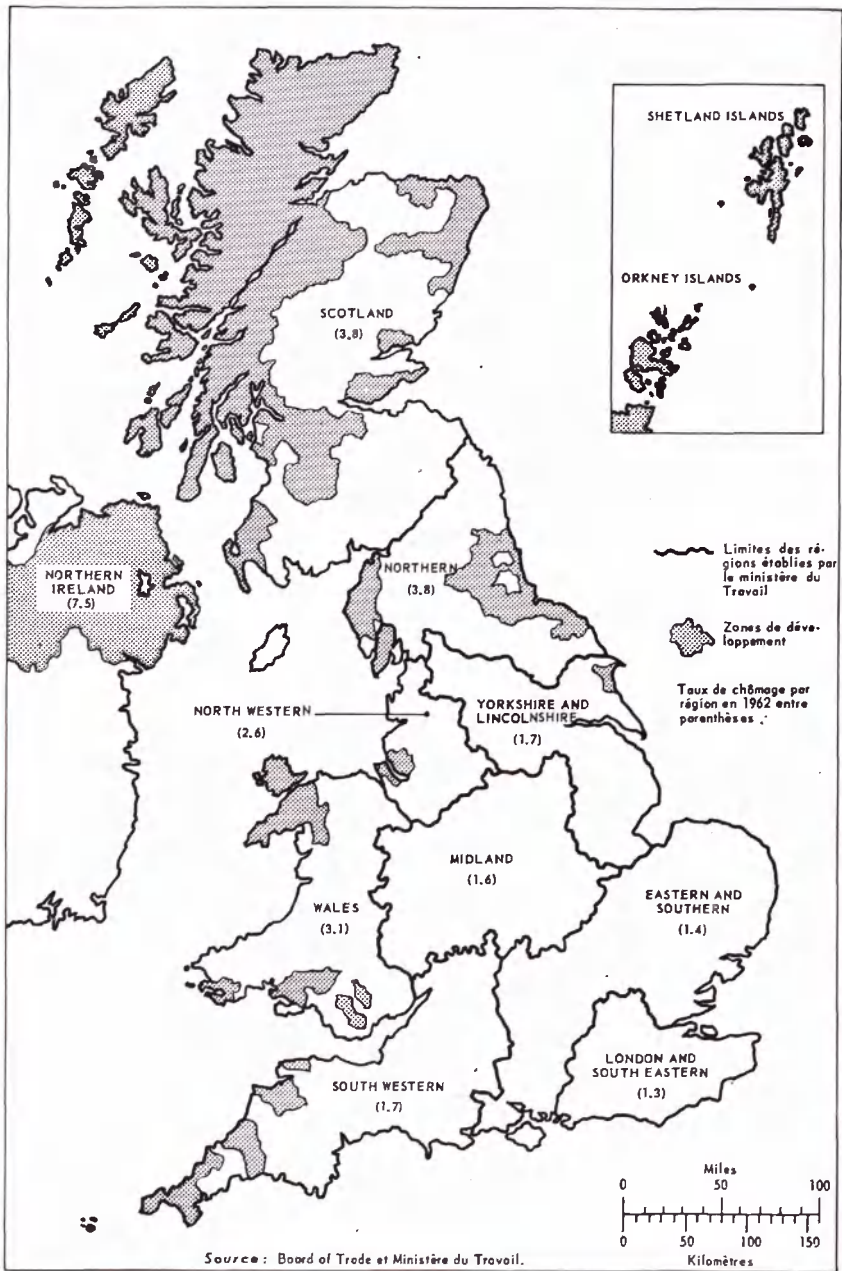
Pourcentages et moyennes annuelles.

RÉGIONS (SUIVANT DÉCOUPAGE DU TERRITOIRE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL)	1955- 1958	1959- 1962	MARS 1962	MARS 1963
Londres et Sud-Est	0,9	1,1	1,2	1,8
Est	1,2	1,3	1,5	2,4
Sud	1,2 ¹			
Sud-Ouest	1,6	1,8	1,8	2,5
Midlands	1,1	1,4	1,5	2,6
North	0,9	1,3 ¹	1,3	2,5
East and West Ridings	1,0	1,4	1,5	2,5
Total	1,0	1,3	1,4	2,2
Nord-Ouest	1,8	2,2	2,4	3,7
Nord	1,9	3,1	3,5	6,0
Ecosse	2,8	3,8	3,7	5,7
Pays de Galles	2,6	3,1	3,2	4,5
Total	2,2	3,0	3,1	4,7
Total pour la Grande-Bretagne	1,4	1,8	2,0	3,1
Irlande du Nord	7,4	7,4	8,4	9,3

1. Par suite d'un changement de définition, les statistiques correspondent pour partie à des estimations.

Source: Tableau établi d'après la publication « Ministry of Labour Gazette ».

CHOMAGE PAR RÉGIONS ET ZONES DE DÉVELOPPEMENT



situées les branches modernes de l'industrie de construction mécanique et électrique, ces pénuries n'ont pas suffi à réduire l'écart entre les taux de chômage dans les régions prospères par rapport aux régions déprimées (cf. carte et tableau 7).

2. LES SOLUTIONS

29. Pour mieux utiliser la main-d'œuvre existante, on peut envisager, soit de créer des emplois dans les régions de fort chômage, soit d'améliorer la mobilité de cette main-d'œuvre sur le plan géographique et professionnel. Dans chaque cas particulier, l'équilibre à maintenir entre les deux méthodes ne doit pas être seulement dicté par les considérations économiques, mais aussi par les préoccupations d'ordre social. Néanmoins, il importe aussi, au moment de prendre des décisions, de bien peser ce qu'il en coûtera à une industrie pour se transplanter dans une région éloignée. Un troisième impératif à respecter est de veiller en toutes régions, quel qu'y soit le niveau du chômage, à ce que les qualifications des travailleurs progressent parallèlement à la demande, qui porte désormais sur une main-d'œuvre plus spécialisée, initiée aux techniques nouvelles.

a) *Développement régional*

30. Depuis la fin de la guerre, le Gouvernement poursuit une politique de développement de l'industrie dans les régions où le chômage est supérieur à la moyenne. Le moyen le plus généralement utilisé, jusqu'ici, pour arriver à une meilleure répartition de l'activité industrielle est un instrument de dissuasion : il s'agit de « l'Industrial Development Certificate », que doit obtenir toute firme désireuse d'implanter une usine nouvelle ou d'agrandir une usine existante. Bien que ce système ne permette pas de contraindre les entreprises à s'installer en tel ou tel point déterminé, il donne la possibilité de rejeter certaines demandes, par exemple, lorsqu'elles visent des régions souffrant déjà de pénuries de main-d'œuvre.

31. Des encouragements plus positifs, sous forme de subventions, de prêts ou de construction d'usines aux fins de location, peuvent être accordés aux entreprises qui acceptent d'aller s'installer dans des régions de fort chômage. C'est le « Local Employment Act » de 1960 — dont les dispositions remplacent celles des lois antérieures sur la répartition des industries — qui fixe les modalités de l'aide. Il y est précisé que toute région souffrant d'un chômage important et persistant peut bénéficier des mesures d'aide. L'avantage du système résidait dans sa plus grande souplesse; il pouvait s'appliquer sans difficulté aux poches de chômage au fur et à mesure qu'elles apparaissaient; cependant, il en résultait une certaine fragmentation de l'aide, qui se trouvait éparpillée sur un grand nombre de zones de dimensions parfois très réduites.

32. Le budget présenté en avril 1963 inaugurerait une politique nouvelle, répondant à une conception plus large, et où les stimulants d'ordre financier étaient appelés à jouer un rôle plus important. Jusque là, les subventions accordées aux entreprises n'étaient pas déterminées à l'avance mais faisaient l'objet de pourparlers entre l'entreprise bénéficiaire et l'Administration. Le nouveau budget a normalisé ces subventions, dont le montant a été forfaitairement fixé à 25 % du coût des bâtiments et à 10 % du coût des installations et des machines, ce qui permet aux entreprises de connaître à l'avance le montant de l'aide sur laquelle elles peuvent compter. De plus, on a modifié radicalement le régime fiscal applicable aux dépenses d'installations et de machines nouvelles dans les régions couvertes par les dispositions du « Local Unemployment Act » ainsi qu'en Irlande du Nord. A compter du 1^{er} avril 1963, les entreprises de ces régions pourront librement choisir, au moment de l'établissement de leur feuille d'impôt, le taux et la durée d'amortissement de leurs biens d'équipement. Cette dernière mesure obligera vraisemblablement à une définition plus permanente des régions « à fort chômage ».

33. L'industrie privée doit recevoir une aide de l'Etat sous forme de prêts directs pour les projets présentant un intérêt particulier. En outre, l'aide que le Gouvernement accorde aux pays en voie de développement est liée — dans une limite actuellement fixée à 10 millions de livres — à la fourniture de marchandises qui peuvent être produites dans les régions fortement touchées par le chômage.

34. Les zones de vieille industrie du nord du pays se trouvent en bien des cas handicapés par l'inadaptation croissante de leur infrastructure, qu'il s'agisse du logement, des transports, ou des réalisations sociales en général. Fin 1962, on a annoncé une accélération des dépenses publiques afférentes à l'aménagement du réseau routier de ces régions. Mais dans le passé, en dépit des subventions accordées par le Gouvernement central, les plans d'urbanisme les plus ambitieux ont souvent échoué — et de façon inexorable — aux difficultés de financement par les collectivités locales, difficultés d'autant plus graves que les recettes fiscales de ces collectivités sont moins importantes que dans les régions prospères du Sud. Pour aider à résoudre ce problème, le Gouvernement a annoncé en avril 1963 que, dans les zones de développement régional, les subventions de l'Etat pour le déblaiement et la remise en état de terrains vagues passeraient de 50 à 85 %, et même à 95 % dans certains cas particuliers, pour tous les projets approuvés avant la fin de 1963.

b) *Mobilité de la main-d'œuvre*

35. Le problème de la mobilité de la main-d'œuvre se présente sous deux aspects complémentaires, souvent inséparables. En effet, changer d'emploi peut tantôt signifier que l'on va s'installer dans une autre région tout en restant dans la même profession, et tantôt

que le changement de résidence s'accompagne d'un changement de profession. Les problèmes de « recyclage » se posent d'ailleurs fréquemment de la même manière si le travailleur change d'emploi sans changer de résidence. Lorsqu'il s'agit de déplacer la main-d'œuvre d'une région à l'autre, les obstacles les plus sérieux à la mobilité, indépendamment des considérations d'ordre social, sont en général les difficultés de logement. Une action efficace dans ce domaine impliquerait une réorientation de la politique officielle du logement, de telle sorte que le volume des constructions nouvelles, leur implantation géographique et la proportion entre immeubles à usage locatif et immeubles à vendre, soient adaptés aux besoins d'une main-d'œuvre plus mobile.

36. Dans les années à venir, il faudra vraisemblablement amplifier les moyens de « recyclage » mis à la disposition des travailleurs dont la spécialité a perdu sa raison d'être par suite de l'évolution des techniques de production ou des modifications de la demande, et ce problème ne pourra sans doute être résolu sans une action énergique des pouvoirs publics. Le nombre total des travailleurs atteints chaque année par le chômage technologique n'est probablement pas très important, de l'ordre peut-être de 200.000, mais il s'agit là d'un domaine sur lequel on est encore assez mal documenté. Cependant, les programmes gouvernementaux de rééducation professionnelle n'absorbent actuellement que quelque 6.000 personnes par an, dont un peu plus de la moitié sont des handicapés physiques. Lorsque les travailleurs et leurs syndicats opposent une certaine résistance à l'introduction de méthodes nouvelles — ce qui freine d'ailleurs gravement le bon fonctionnement de l'économie en général — c'est souvent par crainte du chômage, et l'on parviendrait à dissiper ces appréhensions si les moyens de « recyclage » étaient suffisamment importants. On a annoncé en avril dernier que le Gouvernement avait l'intention de construire de nouveaux centres de formation pouvant recevoir environ 6.000 travailleurs.

37. Le Gouvernement procède actuellement à des consultations avec les représentants des employeurs et des syndicats au sujet des mesures qu'il conviendrait de prendre pour résoudre à l'échelon national le problème du chômage technologique. On espère présenter à l'automne des propositions concrètes à cet égard, et les textes législatifs éventuellement nécessaires seront déposés ultérieurement.

c) *Qualification professionnelle*

38. Le problème de la qualification professionnelle de la main-d'œuvre et de la demande future de travailleurs qualifiés ne peut être posé, à l'heure actuelle, qu'en termes très généraux. L'enquête que le Conseil National du Développement Economique a effectuée l'an dernier auprès des industriels a montré que, si la plupart d'entre eux ne considéraient pas qu'un taux de croissance de 4 % dût créer des

problèmes insolubles en ce qui concerne l'effectif global des travailleurs, ils redoutaient néanmoins une certaine pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Avec l'accord de la « British Employers' Confederation », le Ministère du Travail effectue actuellement une enquête statistique sur la répartition de la main-d'œuvre par catégories professionnelles dans l'industrie manufacturière. Cette enquête constitue la première d'une série et sera répétée chaque année.

39. D'ores et déjà, le Gouvernement a prévu pour 1963 des crédits pouvant aller jusqu'à 10 millions de livres, à titre de contribution aux frais d'établissement d'un nouveau système de « conseils de la formation professionnelle ». Ces conseils constituent une innovation par rapport à la formule antérieure en ce sens qu'ils seront habilités à taxer tous les employeurs d'un même secteur industriel et à accorder des subventions à ceux d'entre eux qui ont mis au point un système satisfaisant de formation. La formule antérieure, qui laissait l'organisation de l'apprentissage à la libre initiative de l'industrie, avait suscité des critiques qui portaient à la fois sur le nombre jugé insuffisant des jeunes travailleurs formés chaque année et sur la qualité inégale de la formation donnée; la faible cadence d'accroissement des effectifs formés au cours des années cinquante permet de penser que ces critiques n'étaient pas sans fondement (voir tableau 8).

TABLEAU 8. JEUNES GARÇONS ENTRANT EN APPRENTISSAGE

En milliers.

1950	1955	1960	1961	1962
92,3	96,7	103,0	114,7	121,5

Source : « Ministry of Labour Gazette » et « National Institute Economic Review ».

40. Les pouvoirs publics accordent, d'autre part, une attention de plus en plus grande aux problèmes posés par la formation d'un personnel technique et scientifique suffisamment nombreux et convenablement qualifié. Ces problèmes sont trop complexes pour être traités dans le cadre du présent rapport mais on doit noter au passage que la question est désormais classée au nombre de celles qui conditionnent la politique de croissance économique continue.

IV. LA SITUATION DES PAIEMENTS EXTERIEURS

41. L'évolution de la balance des paiements du Royaume-Uni au cours des dix dernières années est résumée au tableau 9. Il est frappant de constater qu'au cours de cette période, la balance générale a été presque en équilibre ou, en d'autres termes, que le solde des

mouvements monétaires a enregistré un léger déficit seulement. Ceci signifie entre autres choses que, durant cette période, le Royaume-Uni n'a pas augmenté le montant de sa dette extérieure à court terme. Le pays a cependant connu une série de crises des paiements extérieurs (en 1951, 1955, 1956, 1957, 1961) et le Gouvernement a été contraint de prendre des mesures restrictives de nature à ébranler la confiance des producteurs nationaux en la croissance à long terme de l'économie.

TABLEAU 9. BALANCE DES PAIEMENTS DU ROYAUME-UNI

En millions de livres sterling.

	MOYENNES ANNUELLES		1961	1962	PROJECTION DU N.E.D.C. POUR 1966
	1953-57	1958-62			
Exportations (f.o.b.)	3.085	3.692	3.865	3.988	4.940
Importations (f.o.b.)	3.232	3.831	4.013	4.059	4.870
Balance commerciale	-147	-139	-148	- 71	+ 70
Invisibles	+253	+165	+ 76	+138	+230
Balance des paiements courants...	+106	+ 26	- 72	+ 67	+300
Opérations en capital à long terme du secteur privé	-132	- 50	+ 86	- 13	-150
Opérations en capital à long terme du secteur public	- 28	-130 ¹	- 42	-105	-200
Balance des paiements courants et des opérations en capital à long terme	- 54	-154	- 28	- 25	- 50
Erreurs et omissions	+ 68	+100	+ 48	+128	+100
Balance générale = solde des mouvements monétaires (+ = augmentation de l'actif net ou diminution du passif net)	+ 16	- 54	+ 20	+103	+ 50
Montant net des opérations invisibles du secteur privé	+381	+455	+415	+509	+600
Montant net des opérations du secteur public	-155	-375 ¹	-381	-476	-570
Part estimative des opérations courantes dans le poste « erreurs et omissions »	+ 60	+ 90	+100	+100	+100

1. Non compris l'accroissement de 232 millions de livres de la quote-part F.M.I. en 1959.

Source: Balance of Payments White Papers.

42. L'Office National du Développement Economique a analysé le problème qui consiste à rendre la balance des paiements moins contraignante dans l'avenir qu'elle ne l'a été dans le passé. Le genre de structure de la balance que, d'après l'Office, il serait souhaitable de chercher à atteindre en 1966, est également indiqué au tableau 9. Les conclusions de l'Office dans ce domaine peuvent être résumées comme suit :

a) Il serait bon de chercher à réaliser un léger excédent de la balance générale des paiements (de l'ordre de 50 millions de livres par an en moyenne) afin d'améliorer la position monétaire extérieure (bilan de l'actif réalisable et du passif exigible). Un excédent annuel de cet ordre cadrerait avec le souci que l'on doit avoir d'éviter à l'avenir que des crises des paiements extérieurs ne viennent entraver sérieusement la croissance économique.

b) Pour que l'excédent global s'établisse à ce montant, il faudrait que la balance des paiements courants accuse un solde positif de l'ordre de 300 millions de livres (contre 67 millions en 1962)¹. Un semblable excédent de la balance des paiements courants (majoré de 100 millions de livres inclus dans le poste « erreurs et omissions ») permettrait de couvrir une sortie nette de capitaux privés à long terme de 150 millions de livres par an et des exportations nettes de capitaux publics de 200 millions de livres, en sus des 50 millions de livres correspondant à l'amélioration de la balance des mouvements monétaires dont nous venons de parler.

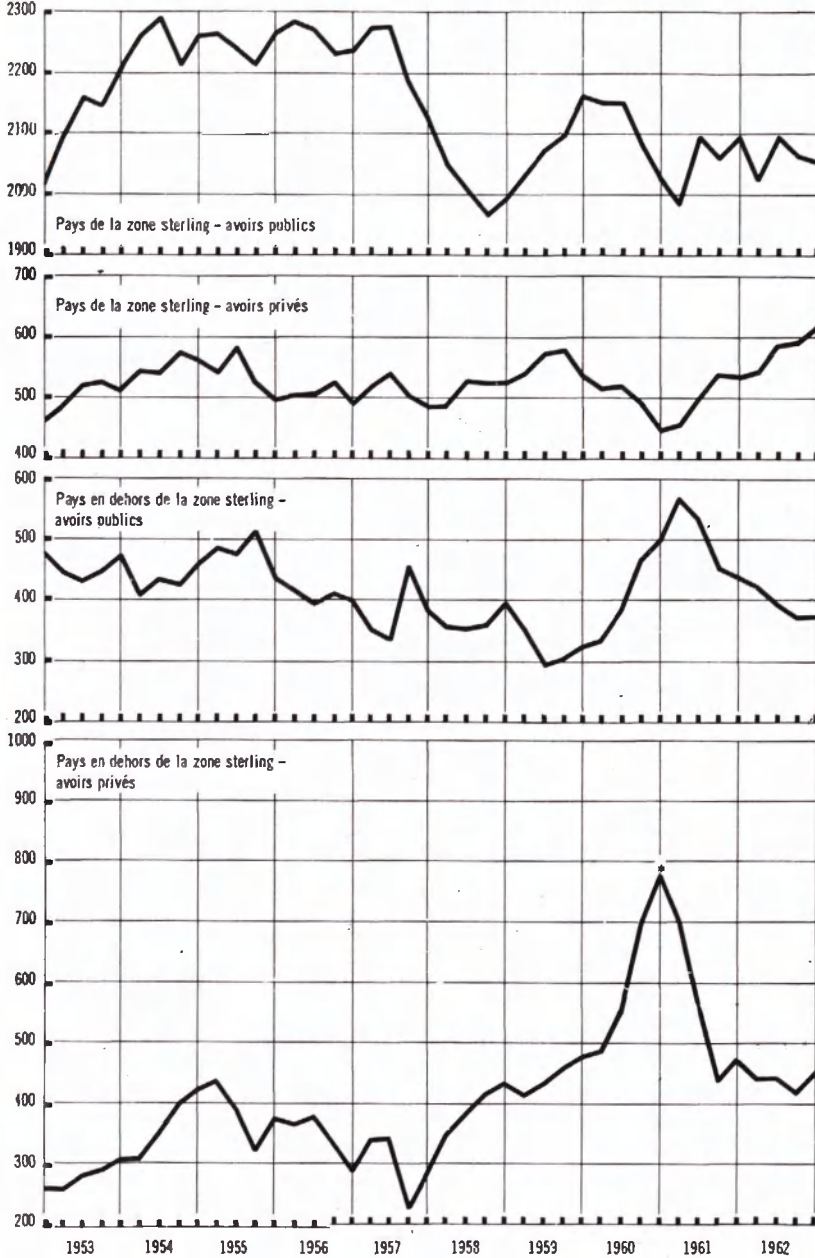
c) Pour que l'excédent de la balance des paiements courants atteigne ainsi 300 millions de livres par an, il faudra que la balance commerciale présente un solde positif de quelque 70 millions de livres. Cette estimation suppose que les recettes invisibles nettes du secteur privé continuent de s'améliorer comme elles le font depuis 1961 et que l'on parvienne à limiter à un taux modique l'augmentation future des dépenses courantes nettes du secteur public à l'étranger — qui s'inscrivent en majeure partie au chapitre de la défense. Dans ces conditions, et en postulant une progression des importations de 4 % par an — cadence égale au taux de croissance du P.N.B. et qui implique donc un rapport beaucoup plus favorable qu'au cours de la dernière décennie — il faudrait que les exportations augmentent à l'avenir au rythme de 5 % par an.

Il est clair que les calculs ci-dessus sont fondés sur un ensemble déterminé d'hypothèses concernant les tendances futures d'une gamme complexe de variables économiques. Il conviendrait, en outre, de

1. Comme on estime que le poste « Erreurs et omissions » (ou « solde résiduel ») comprend actuellement pour 100 millions de livres de recettes courantes, les excédents « ajustés » de la balance des paiements courants correspondant aux deux montants cités s'établissent respectivement à 400 millions et 170 millions de livres.

Graphique 3. AVOIRS EXTÉRIERS EN STERLING, PAR ZONES ET CATÉGORIES DE TITULAIRES, 1953-1962

Millions de livres, fin de trimestre



Séries interrompues après 1962.

* Excepté 131 millions de livres détenus par Ford.

Source : Banque d'Angleterre.

garder présent à l'esprit, quand on essaie d'évaluer les prévisions élaborées par l'Office, les incertitudes inhérentes à toute prévision relative à la balance des paiements.

43. Il sera désormais moins facile d'obtenir une amélioration de la situation monétaire extérieure du Royaume-Uni sans provoquer des réactions de défense de la part des autres pays qu'il ne l'était au cours des années cinquante. A cette époque, en effet, la plupart des pays européens accroissaient fortement leurs réserves et les Etats-Unis étaient satisfaits de voir diminuer les leurs tandis que leurs engagements augmentaient. Dorénavant, on ne disposera plus de cette importante source de liquidités supplémentaires. De plus, une amélioration moyenne de 50 millions de livres par an de la position monétaire nette vis-à-vis de l'extérieur, et qui correspondrait à l'objectif de la balance des paiements du Royaume-Uni suggéré par l'Office National de Développement Economique, paraît modeste à première vue, compte tenu du rapport actuel de 1 à 3 entre les réserves officielles d'or et de devises et les balances sterling. Toutefois, ce rapport en lui-même ne rend pas nécessairement très bien compte de la situation et il convient de prendre également en considération aussi bien le comportement de ces balances dans le passé que leur composition. A cet égard, de nouvelles statistiques viennent d'être publiées qui en permettent une analyse plus approfondie¹.

44. Des données plus complètes portant sur les montants bruts mais dont la définition est en même temps plus stricte sont actuellement en train d'être réunies. Elles concernent les réserves en sterling du reste du monde, les fonds de roulement privés ainsi que d'autres avoirs liquides, mais non pas les placements à long terme. On indique également la répartition des balances de créances et de dettes. Il ressort de ces nouvelles statistiques que les engagements nets vis-à-vis des pays étrangers étaient de 2,9 milliards de livres à la fin de 1962, les dettes s'élevant à 3,7 milliards de livres et les créances à 0,8 milliards de livres. Environ les trois quarts des engagements nets totaux intéressaient d'autres pays appartenant à la zone sterling. C'est une proportion analogue que l'on retrouve quand on examine la répartition des engagements nets entre institutions officielles à l'étranger et organismes privés (des banques pour la plupart). On savait déjà que la totalité, ou presque, de ces fonds était détenue sous une forme liquide (cas le plus fréquent), ou placée en titres facilement négociables; les nouveaux chiffres confirment cette impression sur le montant brut des dettes à l'égard de pays étrangers, 40 % représentant des dépôts bancaires — dépôts courants ou à terme — 27 % des avoirs en bons du Trésor britannique et 31 % des effets publics. La quasi-totalité de cette dernière catégorie appartient aux pays membres de la zone sterling.

1. Voir l'article dans la « Bank of England Review » de juin 1963.

TABLEAU 10. AVOIRS EXTÉRIEURS EN STERLING¹

En millions de livres. En fin d'année.

	TOTAL	PAYS DE LA ZONE STERLING		PAYS EXTÉRIEURS A LA ZONE STERLING	
		SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ
1952	3.219	2.019	463	477	260
1957	3.273	2.126	482	383	282
1958	3.353	1.993	526	399	435
1959	3.507	2.165	539	325	478
1960	3.725 ²	2.029	449	499	775 ²
1961	3.547	2.097	534	440	475
1962	3.501	2.056	619	375	451
1962 ³ : total	2.937	1.759	535	444	199
<i>dont:</i>					
Engagements.....	3.773	1.780	853	462	678
Crédits	836	21	318	18	479

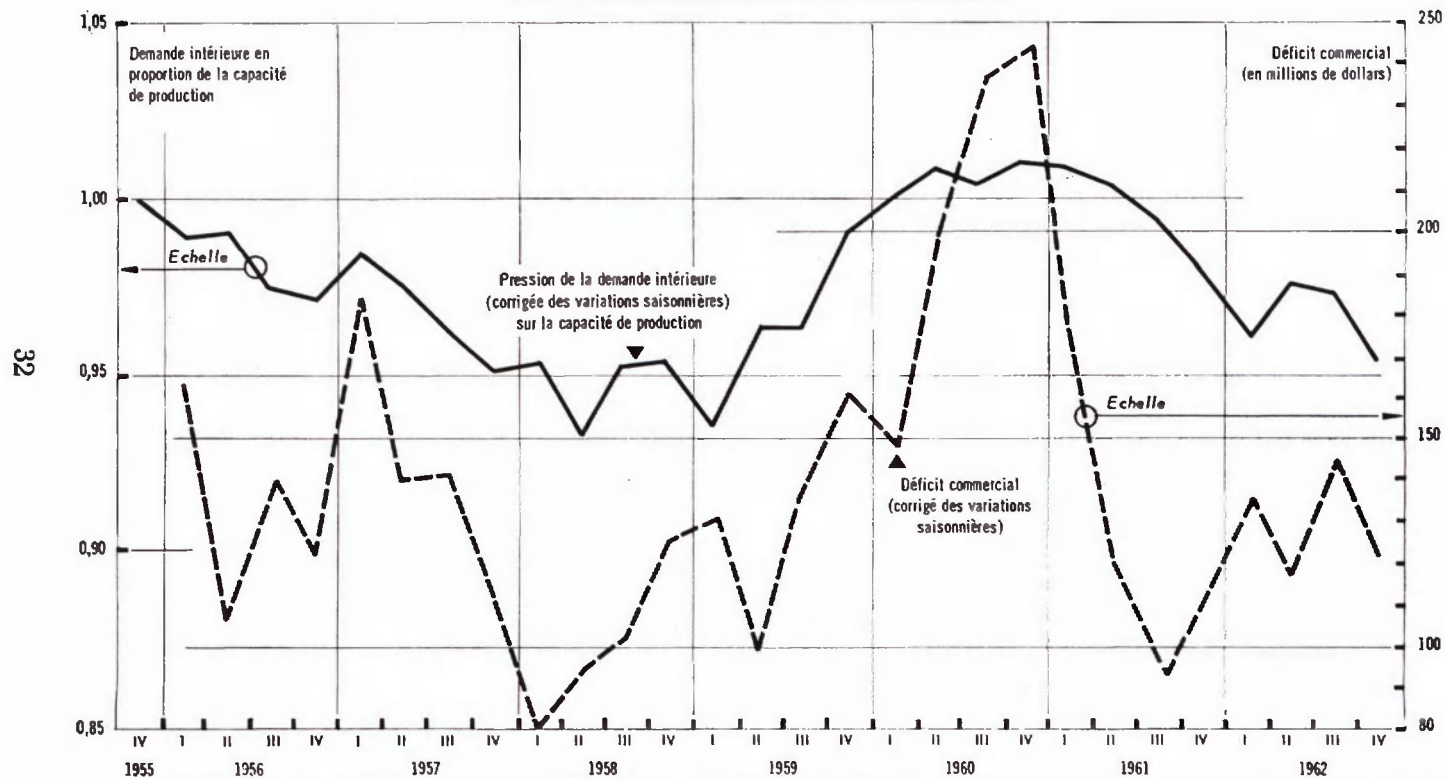
1. A l'exclusion des organisations non-territoriales.
 2. Non compris 131 millions de livres au titre de l'opération Ford.
 3. Nouvelle série disponible depuis la fin de 1962 seulement.
- Source: « Economic Trends » et « Bank of England Review ».

45. L'analyse ci-dessus ne permet pas à elle seule de former un jugement sur le degré de volatilité des balances sterling et, partant de là, sur la question de savoir si le niveau des réserves du Royaume-Uni est suffisant ou non par rapport à ces engagements. A cet égard, il est intéressant de s'interroger sur les raisons pour lesquelles ces balances sont conservées par leurs titulaires et qu'elles ont été leurs fluctuations dans le passé.

46. Depuis que les statistiques des balances sterling excluent les sommes correspondant aux fonds de retraites, d'amortissement de la dette et d'épargne, la grande majorité des balances appartenant aux pays membres de la zone sterling (2,3 milliards de livres nets) représentent des réserves monétaires ou des fonds appartenant à des banques ou à des entreprises commerciales. Pour cette raison, les fluctuations de leur niveau sont déterminées par la situation de la balance des paiements de leurs détenteurs. Mais il semble que les positions des pays en cause évoluent de façon suffisamment diversifiée pour que les variations du total soient relativement peu importantes (voir graphique 3).

47. Les balances appartenant aux pays non membres de la zone sterling (0,6 milliard de livres) consistent pour partie en réserves de change et pour partie en fonds de roulement, et les facilités de placements à court terme rémunérateurs offertes par le marché de Londres constituent un attrait supplémentaire. Ces balances sont plus sujettes

Graphique. 4. BALANCE COMMERCIALE ET PRESSION DE LA DEMANDE INTÉRIEURE SUR LA CAPACITÉ DE PRODUCTION



Source : O.C.D.E. Statistiques générales, estimation du Secrétariat.

que les autres à des considérations de caractère spéculatives ou à des différences de taux d'intérêt. A cet égard, les liens entre les marchés de New York et de Londres sont bien connus et mettent en jeu toute une gamme de placements à court terme. Le développement au cours des dernières années d'un marché pour les Euro-dollars a créé une nouvelle possibilité importante de placements à court terme. Et des modifications dans les conditions monétaires sur les marchés continentaux, notamment en Allemagne et en Italie, peuvent se faire sentir soit directement par des sorties ou des rentrées de fonds à Londres, soit indirectement par l'influence qu'elles exercent sur les taux d'intérêt pratiqués sur les marchés d'Euro-dollars. Toutes ces considérations peuvent par moments limiter la liberté d'action des autorités monétaires britanniques. Heureusement, il n'est pas certain que l'économie intérieure soit très sensible aux fluctuations de la situation monétaire dans le secteur « court » du marché. Quoi qu'il en soit, les autorités britanniques se sont efforcées de mettre au point des techniques nouvelles leur permettant, dans une certaine mesure, d'isoler les taux d'intérêt du marché intérieur des taux étrangers qui donnent lieu à des opérations d'arbitrage.

48. Le maximum atteint au cours de la dernière décennie par les variations de l'ensemble des balances sterling a été d'environ 3,2 à 3,7 milliards de livres¹. Et le fait que le montant global des soldes en sterling ait à peine varié entre le début et la fin de cette période, malgré le retour à la libre convertibilité, laisse supposer que ces soldes sont pour la majeure partie entre les mains de détenteurs volontaires.

49. Les balances sterling représentent de loin l'élément le plus important des engagements à court terme du Royaume-Uni vis-à-vis de l'extérieur. Il existe toutefois d'autres engagements extérieurs à court terme : les fonds placés directement par des résidents étrangers auprès des collectivités locales et des maisons de financement des ventes à tempérament (environ 175 millions de livres à la fin de 1962), les engagements nets des banques libellés en monnaie des autres pays de la zone sterling (80 millions de livres), et les engagements analogues, libellés en monnaie des pays n'appartenant pas à la zone (environ 100 millions de livres). Bien entendu, les engagements bruts intéressant ces deux dernières catégories sont couverts soit par des créances sur l'étranger soit par des achats à terme de devises. Déduction faite de la partie du poste « erreurs et omissions » dans la balance des paiements, qui semble correspondre à des recettes courantes non-recensées, les variations de ce poste ne laissent pas supposer qu'il y a eu une accumulation importante au cours de la dernière décennie d'entrées nettes de capitaux à court terme. Toutefois, des variations des termes de paiement pourraient à l'avenir comme par le passé provoquer des sorties provisoires de fonds. Heureusement, il

1. Si l'on exclut les fonds correspondant à l'achat de la firme anglaise Ford.

convient de se rappeler que les résidents au Royaume-Uni détiennent certaines créances sur l'étranger telles que des crédits commerciaux et des soldes appartenant à des sociétés. Les fonds n'entrent pas dans la catégorie monétaire *stricte sensu* mais ils peuvent à l'occasion jouer un rôle stabilisateur.

50. Une meilleure maîtrise à l'avenir de la demande intérieure — telle qu'elle a été décrite dans la première partie de ce rapport — devrait avoir pour effet de réduire les fluctuations de la balance des paiements résultant de variations trop brusques de la situation de l'offre et de la demande sur le marché national (voir graphique 4). Il n'empêche que l'existence d'un montant très élevé d'engagements à court terme vis-à-vis de l'étranger rend la livre plus sensible que la plupart des autres monnaies aux incertitudes concernant la politique économique nationale. En soi, il n'est pas mauvais que la politique d'un pays soit ainsi tenue en constante observation. D'autre part, les ressources qui pourraient être mobilisées pour défendre la livre sont très importantes. En plus des réserves officielles d'or et de devises convertibles, qui à l'heure actuelle s'élèvent à 2,8 milliards de dollars, le Royaume-Uni peut en effet user de ses droits de tirage sur le Fonds Monétaire International (environ 2,5 milliards de dollars). En outre, des formes nouvelles de coopération entre banques centrales permettent également de disposer de crédits à court terme substantiels. En février et mars derniers, 250 millions de dollars ont pu être réunis de cette manière et, plus récemment, le Royaume-Uni a conclu avec les Etats-Unis un accord stand-by de swap pour un montant de 500 millions de dollars. De surcroît, le Gouvernement anglais détient un portefeuille des valeurs nord-américaines pour un montant d'environ 1 milliard de dollars. Les autorités britanniques n'ont donc guère à redouter de devoir céder à des craintes *non fondées* concernant leur politique ou d'avoir à prendre trop hâtivement les mesures correctives qui pourraient éventuellement s'imposer.

51. Il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle le premier impératif est d'accélérer l'accroissement des exportations britanniques dans la mesure qu'exige la réalisation des objectifs dont les grandes lignes ont été définies par l'Office National du Développement Economique et qu'en fixant à 4 % le taux de croissance global de l'économie, le gouvernement a, par là même, acceptés.

52. Au cours de la dernière décennie, la cadence de progression des exportations britanniques de marchandises — qui consistent presque uniquement en produits manufacturés — n'a pas atteint la moitié de celle du commerce mondial des produits manufacturés. Si l'on veut que les ventes du Royaume-Uni croissent de 5 % par an, il faudra dorénavant qu'elles maintiennent leur part relative actuelle dans le commerce total mondial, en particulier si le commerce international des produits manufacturés progresse un peu moins rapidement au cours des années qui viennent.

TABLEAU 11. BALANCES STERLING SELON LA CATÉGORIE DE DETTES ET DE CRÉANCES

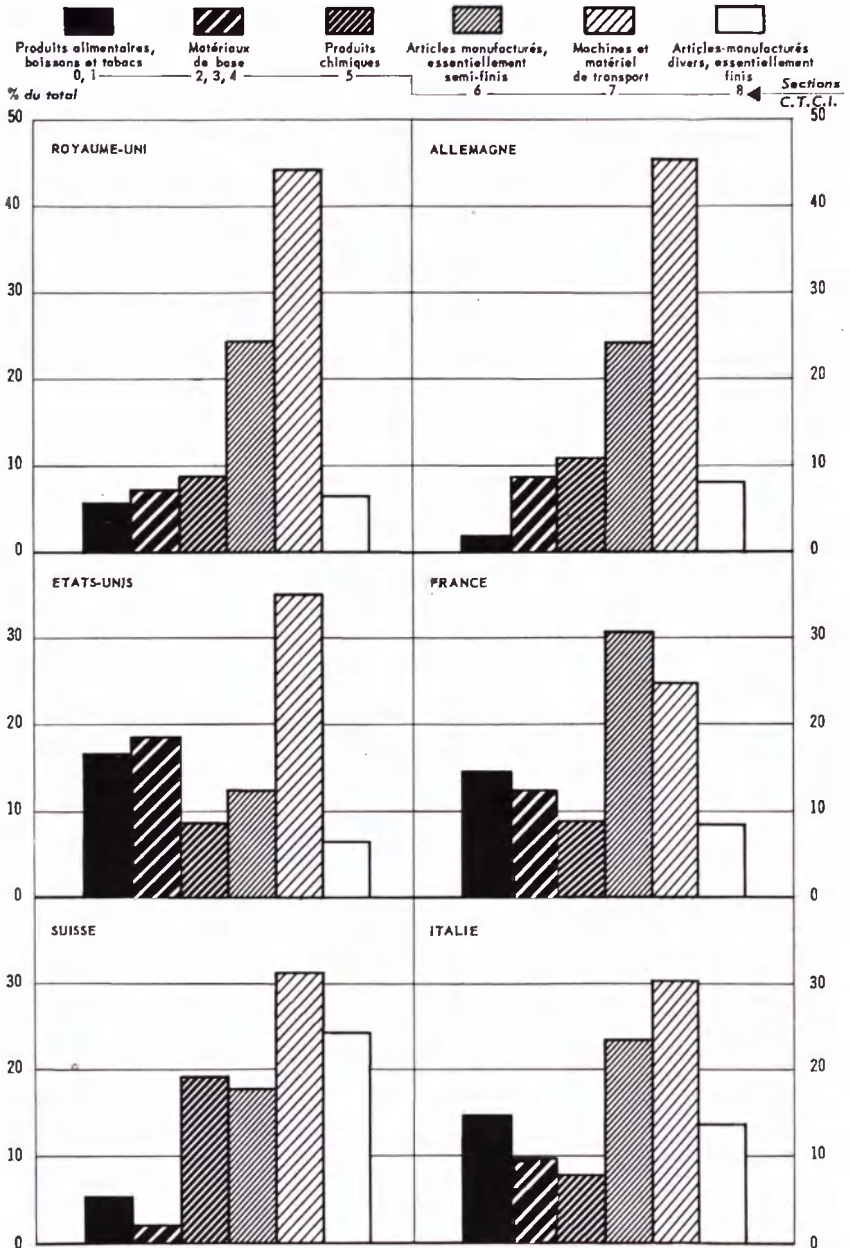
£ millions.

FIN DE PÉRIODE 1962 DÉCEMBRE	DETTES DU ROYAUME-UNI					CRÉANCES DU ROYAUME-UNI			
	DÉPÔTS BANCAIRES COURANTS ET A TERME	BONS DU TRÉSOR	EFFETS COMMERCIAUX	EFFETS PUBLICS	TOTAL	CRÉDITS BAN- CAIRES	EFFETS COMMERCIAUX	ACCEPTA- TION	TOTAL
Autres pays de la Zone Sterling ...	823	663	32	1.115	2.633	228	83	28	339
Pays n'appartenant pas à la Zone Sterl.	690	352	34	64	1.140	109	239	149	497
Total pays	1.513	1.015	66	1.179	3.773	337	322	177	836
dont :									
Institutions moné- taires officielles...	258	944	—	1.040	2.242	39	—	—	39
Autres	1.255	71	66	139	1.531	298	322	177	797
Organisations inter- nationales	13	590 ¹	—	3	606	—	—	—	—
Total	1.526	1.605 ¹	66	1.182	4.379	337	322	177	836

1. Comprend des contingents non productifs d'intérêts : 1962 décembre 535. 1963 mars 532.

Source : « Bank of England Review », Juin 1963.

Graphique 5. STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS INDUSTRIALISÉS EN 1961



Source: O.C.D.E. « Bulletins du Commerce extérieur ».

TABLEAU 12. PART DU ROYAUME-UNI DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS MANUFACTURÉS

ANNÉE	PART	ANNÉE	PART
1954	20,1	1958	17,8
1955	19,3	1959	17,3
1956	18,8	1960	15,9
1957	17,9	1961	15,7
		1962	(15,2)

N.B. Onze exportateurs principaux.

Source : « Board of Trade Journal ».

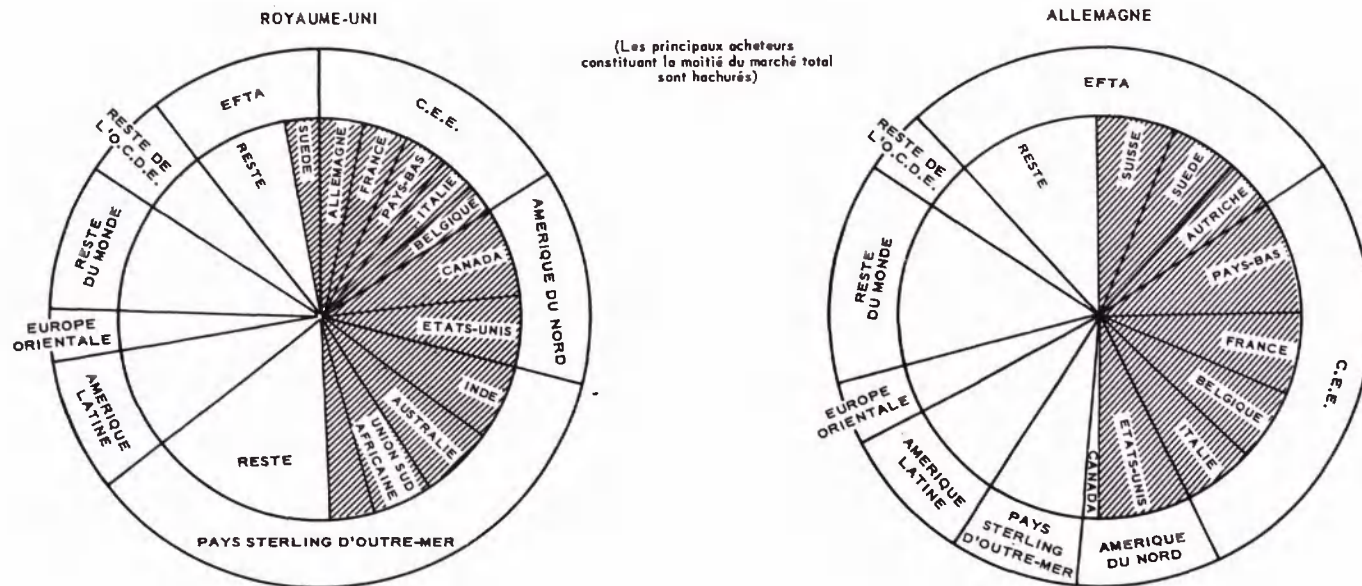
53. La part relative du Royaume-Uni dans les exportations mondiales de produits manufacturés est tombée de plus de 20 % au début des années cinquante à 15 % en 1962. La perte de terrain a été particulièrement prononcée sur les marchés de la zone sterling, où la part relative du Royaume-Uni a été ramenée de 58 % en 1954 à 43 % en 1961. Pour les marchés européens de l'O.C.D.E. et au cours de la même période, la part du Royaume-Uni est tombée de 16 à 12 %. En Amérique du Nord et en Amérique latine, les exportateurs britanniques ont conservé leur part du marché au cours de la période considérée, ce qui s'explique sans doute en partie par le fait que la position concurrentielle du Canada (sur le marché des Etats-Unis) et des Etats-Unis (sur le marché latino-américain) s'est détériorée plus rapidement que celle du Royaume-Uni.

54. Contrairement à ce qu'il en est dans la plupart des pays Membres de l'O.C.D.E., le problème des exportations peut, au Royaume-Uni, se ramener à celui des produits manufacturés, puisque ceux-ci représentent 84 % du total. A l'intérieur de ce groupe, les industries mécaniques comptent maintenant pour plus de 50 %, contre environ 25 % seulement avant la guerre. A l'heure actuelle, l'Allemagne est le pays où la composition des exportations se rapproche le plus de celle du Royaume-Uni (voir graphique 5). Et, dans les deux cas, plus de 90 % des exportations de l'industrie mécanique consistent en biens d'équipement.

55. Cependant, les marchés sur lesquels ces biens sont vendus diffèrent de façon notable (voir graphique 6). Bien que la part de l'Europe occidentale dans les exportations britanniques ait très fortement augmenté ces dernières années (à l'heure actuelle, cette part est égale à celle des pays de la zone sterling), plus de la moitié des ventes de produits des industries mécaniques se répartissent entre onze pays, dont cinq seulement — et les moins importants — sont situés en Europe occidentale. Dans le cas de l'Allemagne, au contraire, huit pays absorbent 50 % des exportations de cette catégorie et tous — sauf les Etats-Unis — se trouvent en Europe continentale.

Graphique 6. MARCHÉS A L'EXPORTATION POUR LES MACHINES ET LE MATÉRIEL DE TRANSPORT :
ROYAUME-UNI ET ALLEMAGNE

EN POURCENTAGES DES EXPORTATIONS TOTALES (Section 7 de la C.T.C.I.) EN 1961



Source : O.C.D.E. « Bulletins du Commerce extérieur ».

Il en résulte que la demande d'investissement des pays moins développés (ou des pays dont l'industrialisation est plus récente) situés hors d'Europe, conserve une importance plus grande pour l'expansion des exportations britanniques que pour celle des exportations allemandes. D'aucuns soutiennent que cette situation constitue un handicap sérieux pour la balance des paiements du Royaume-Uni puisqu'une part importante des exportations de ce pays est traditionnellement dirigée vers les pays à croissance relativement lente.

56. Certaines raisons particulières permettent peut-être d'expliquer en partie pourquoi, depuis la guerre, le Royaume-Uni n'a pas obtenu de meilleurs résultats dans le domaine de l'exportation. Il se peut, par exemple que la situation privilégiée qu'occupaient les exportateurs britanniques sur les marchés de la zone sterling immédiatement après la guerre les ait rendus particulièrement vulnérables à la concurrence des autres pays industrialisés lorsque celle-ci s'est à nouveau manifestée. En outre, une partie des pratiques commerciales — notamment les quotas — qui jouaient pendant les années 1950 en faveur des exportateurs britanniques sont en train d'être supprimées par les pays d'outre-mer. Mais, en se fondant sur l'expérience antérieure, rien ne permet de penser qu'il faille chercher dans la composition ou la répartition géographique des exportations britanniques une explication autre qu'accessoire du fléchissement de la part du Royaume-Uni dans les exportations mondiales de produits manufacturés; ce sont certainement des facteurs concurrentiels plus simples (prix, délais de livraison, dynamisme en matière de vente et de service après-vente) qui ont été les plus déterminants. L'on doit donc conclure à la nécessité impérieuse de maintenir, et si possible améliorer, la position concurrentielle du Royaume-Uni sur le marché mondial si l'on veut que les exportations de ce pays augmentent sensiblement. A l'heure actuelle, le potentiel humain et matériel est suffisant pour répondre à une demande d'exportation plus forte et la politique du Gouvernement vise à assurer l'expansion tout en évitant que la demande ne redevienne excessive sur le marché intérieur. Et si l'on arrive à établir un rapport convenable entre la production et les revenus, ces exportations devraient progressivement bénéficier de l'augmentation plus rapide de la productivité qui résultera, espère-t-on, de la régularisation du taux de croissance de l'économie.

V. CONCLUSIONS

57. Les autorités britanniques ont pour la première fois défini un objectif de croissance quantitatif — 4 % par an en moyenne. Ceci constitue un nouveau critère en fonction duquel on pourra juger de l'action régulatrice exercée par ces autorités sur l'équilibre entre l'offre et la demande. Les pouvoirs publics comptent que les mesures prises de l'automne 1962 au printemps de cette année en vue

de stimuler la demande intérieure aboutiront, en 1963, à une augmentation du volume total de la demande quelque peu supérieure à 4 %. Etant donné le degré du sous-emploi et du chômage en début d'année, le retour à un degré plus élevé d'utilisation des ressources n'aura pas lieu avant 1964. La décision d'accepter cet état de choses montre que l'on est conscient de ce que l'expansion de la demande est un processus cumulatif et auto-entretenu qui comporte des délais inévitables. Si l'on avait cherché à rétablir dès cette année la pleine utilisation de la capacité de production en donnant à l'économie une poussée d'une ampleur suffisante, on aurait presque certainement déclenché du même coup un processus qui eût engendré un excès de demande dans les années suivantes. En outre, l'une des catégories de la demande intérieure qu'il importe le plus d'encourager — la demande d'investissements — mais dont la réaction aux mesures de stimulation intervient assez tardivement dans le processus cumulatif, risquerait de se trouver évincée par une stimulation excessive de la demande de consommation en 1963. Enfin, il importe par dessus tout d'éviter que la demande d'exportation, une fois réveillée, ne puisse plus être satisfaite parce que la capacité aurait été accaparée à d'autres fins. A la lumière de ces considérations, il apparaît difficile de contester le choix des autorités britanniques.

58. L'orientation rationnelle de la demande est une condition nécessaire mais non suffisante de l'expansion. Il s'agit, d'une part, d'arriver à une meilleure coordination des dépenses sur lesquelles le Gouvernement lui-même exerce une emprise plus ou moins directe et de les aménager en fonction des exigences d'un taux de croissance de 4 % et, d'autre part, de mener l'action voulue pour obtenir un rendement maximum des ressources en main-d'œuvre dont dispose l'économie : mesures visant à améliorer la mobilité de la main-d'œuvre, plans de développement régional destinés à assurer une meilleure répartition de l'emploi, développement des moyens de formation professionnelle. Mais il s'agit aussi, et c'est là un élément très important, de persuader les employeurs du secteur privé et les organisations syndicales de régler les cas individuels en se préoccupant plus de l'intérêt national qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Il importe en premier lieu de déterminer conjointement avec les deux parties de l'industrie, où réside réellement cet intérêt national. D'où l'importance des activités du Conseil National du Développement Economique lorsqu'il établit des prévisions quantitatives d'ensemble de ce que peut réaliser l'économie dans les quelques années à venir et lorsqu'il associe à ce travail les représentants de la main-d'œuvre et du patronat. Il entre dans les compétences du Conseil National du Développement Economique, avec l'accord non seulement de chacun de ses membres mais aussi des organes que ceux-ci représentent, de fixer le schéma de la répartition des dépenses de capital dans certains secteurs particuliers et les marges d'augmentation possible des revenus monétaires. Et, pour compléter cette tâche d'orientation générale, la Commission

Nationale des Revenus a un rôle important à jouer en formulant des avis sur la pertinence de certains ajustements déterminés des revenus.

59. Il ne sera pas facile de réaliser un taux de croissance de 4 % tout en préservant la solidité de la balance des paiements. Si la cadence d'expansion souhaitée entraîne des déficits extérieurs temporaires, les facilités de liquidité internationale dont peut disposer le Royaume-Uni en faisant appel à ses réserves propres ainsi qu'aux divers arrangements inter-gouvernementaux qui existent actuellement, devraient se révéler suffisantes pour redresser la situation. Mais ces dispositions ne permettent pas pour autant au Royaume-Uni d'encourir un déficit permanent. Par conséquent, si l'on veut maintenir le taux de croissance que l'on s'est fixé, une amélioration décisive des exportations est indispensable. Cependant, une croissance de cet ordre risque de se révéler malaisée. Il est fort douteux que les échanges internationaux se développent beaucoup plus vite, dans les quelques années à venir, qu'ils ne l'ont fait ces dernières années. Le problème pourrait se trouver encore aggravé par le développement du Marché Commun si celui-ci se révélait plus favorable pour le commerce de ses membres que pour celui des autres pays et que n'intervenait pas une augmentation compensatoire de la demande des Six. Ces remarques ne font que souligner davantage la nécessité, pour le Royaume-Uni, d'améliorer l'efficacité de ses efforts d'exportation en général et, en particulier, de réussir au moins autant que ses concurrents — et si possible davantage — à limiter au cours des prochaines années la hausse de ses coûts de production.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

TABLEAU I. PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Millions de livres aux prix de 1958.

	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS ¹	DÉPENSE TOTALE AUX PRIX DU MARCHÉ					IMPOR- TATIONS DE BIENS ET SERVICES
		CONSUM- MATION DU SECTEUR PRIVÉ	CONSUM- MATION DU SECTEUR PUBLIC	FOR- MATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	VARIATION DES STOCKS	EXPOR- TATIONS DE BIENS ET SERVICES	
1957	20.068	14.893	3.748	3.466	242	4.786	4.543
1958	20.030	15.271	3.707	3.493	100	4.686	4.585
1959	20.644	15.948	3.763	3.755	174	4.835	4.934
1960	21.558	16.534	3.850	4.127	592	5.093	5.578
1961	22.230	16.815	4.072	4.478	297	5.251	5.573
1962	22.186	17.043	4.162	4.400	96	5.317	5.667
1960 1 ^{er} trimestre	5.368	4.122	950	1.023	114	1.288	1.359
2 ^e trimestre	5.367	4.122	959	1.010	174	1.264	1.398
3 ^e trimestre	5.362	4.134	947	1.039	149	1.264	1.409
4 ^e trimestre	5.461	4.156	994	1.055	155	1.277	1.412
1961 1 ^{er} trimestre	5.525	4.204	1.011	1.095	120	1.320	1.442
2 ^e trimestre	5.569	4.204	1.005	1.119	104	1.317	1.404
3 ^e trimestre	5.593	4.209	1.025	1.155	36	1.312	1.368
4 ^e trimestre	5.543	4.198	1.031	1.109	37	1.302	1.359
1962 1 ^{er} trimestre	5.482	4.191	1.040	1.099	—4	1.297	1.377
2 ^e trimestre	5.621	4.260	1.049	1.111	48	1.345	1.409
3 ^e trimestre	5.560	4.264	1.054	1.109	50	1.337	1.453
4 ^e trimestre	5.523	4.328	1.019	1.081	2	1.338	1.428

1. Egale : dépense totale aux prix du marché, moins importations de biens et services, moins impôts indirects, plus subventions.

Source : « Monthly Digest of Statistics », juin 1963.

TABLEAU II. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

Millions de livres aux prix de 1958.

	TOTAL	SECTEUR PUBLIC ¹			SECTEUR PRIVÉ			INDUS- TRIE MANU- FACTU- RIÈRE	ÉQUI- PE- MENT ET OUTIL- LAGE	MATÉ- RIEL DE TRANS- PORT	CON- STRUC- TION
		TOTAL	LOGE- MENTS	DI- VERS	TOTAL	LOGE- MENTS	DI- VERS				
1957.....	3.466	1.508	319	1.189	1.958	304	1.654	961	1.301	542	1.623
1958.....	3.493	1.474	269	1.205	2.019	322	1.697	922	1.320	550	1.623
1959.....	3.755	1.582	270	1.312	2.173	400	1.773	871	1.375	599	1.781
1960.....	4.127	1.649	278	1.371	2.478	484	1.994	1.016	1.467	673	1.987
1961.....	4.478	1.743	278	1.465	2.735	527	2.208	1.195	1.655	628	2.195
1962.....	4.400	1.844	314	1.530	2.556	508	2.048	1.059	1.587	525	2.288
1960 1 ^{er} trimestre.....	1.023	421	69	352	602	114	488	238	368	166	489
2 ^e trimestre.....	1.010	395	71	324	615	122	493	244	349	168	493
3 ^e trimestre.....	1.039	415	69	346	624	123	501	261	372	169	498
4 ^e trimestre.....	1.055	418	69	349	637	125	512	273	378	170	507
1961 1 ^{er} trimestre.....	1.095	427	66	361	668	128	540	286	403	167	525
2 ^e trimestre.....	1.119	439	68	371	680	132	548	302	417	155	547
3 ^e trimestre.....	1.155	450	72	378	705	133	572	308	425	165	565
4 ^e trimestre.....	1.109	427	72	355	682	134	548	299	410	141	558
1962 1 ^{er} trimestre.....	1.099	454	72	382	645	128	517	285	411	135	553
2 ^e trimestre.....	1.111	461	80	381	650	128	522	274	401	138	572
3 ^e trimestre.....	1.109	463	84	379	646	132	514	252	387	128	594
4 ^e trimestre.....	1.081	466	78	388	615	120	495	248	388	124	569
1963 1 ^{er} trimestre.....								231			

1. Y compris les entreprises publiques.

Source: « Monthly Digest of Statistics », juin 1963.

TABLEAU III. PRODUCTION, EMPLOI ET AUTRES INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

	1959	1960	1961	1962	1961		1962				1963	MARS	AVRIL	MAI
					3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.			
PRODUCTION INDUSTRIELLE¹ (1958=100) :														
Ensemble des industries.....	105,2	112,5	113,9	115,0	115	113	114	115	116	115	113	116	117	118
Industries manufacturières.....	105,9	114,6	114,8	115,3	116	113	114	115	116	116	114	116	117	118
Industries mécaniques.....	105	112	113	115	115	112	113	116	117	112	114	117	115	
Construction.....	106	111	120	121	123	120	119	123	125	116	101			
Industries extractives.....	97	94	93	95	93	93	94	95	97	94	92	97	94	
MAIN-D'ŒUVRE² :														
Emploi civil total ³ ('000).....	23.197	23.628	23.925	24.098	...	23.972	23.844	24.098	24.152	24.044	23.697	23.697	23.789	23.872
Emploi total dans l'industrie ⁴ (1958=100).....	100,0	102,6	103,9	103,4	104,2	103,9	103,7	103,5	103,5	102,8	100,8	101,2		
Chômage ^{4,5} ('000).....	512	393	377	500	374	415	428	476	543	568	734	683	607	610
Chômage en pourcentage d'emploi total ⁴ (%).....	2,17	1,62	1,52	2,03	1,50	1,67	1,78	1,88	2,14	2,33	3,29	2,92	2,58	
Offres d'emploi non satisfaites ⁵ ('000).....	224	314	320	214	324	282	248	233	202	174	168	177	190	189
Nombre moyen d'heures de travail par semaine ⁷ (1958=100).....	100,8	99,9	98,6	97,6	98,8	98,3	97,6	98,0	97,9	97,1	96,2	96,3		
Nombre total d'heures de travail ⁸ (1958=100).....	100,5	103,5	102,5	99,7	98,0	102,7	100,2	100,6	92,3	99,5	96,5	96,4		
COMMANDES :														
Industries mécaniques (1958=100) :														
Commandes nouvelles :														
— pour le marché intérieur.....	106	123	123	117	110	113	128	121	113	108	134	135	119	
— pour le marché extérieur.....	103	122	122	128	116	124	137	124	118	133	121	128	168	
Industries mécaniques et électriques, commandes en carnets (fin de période) (déc. 1958=100) :														
— pour le marché intérieur.....	101	118	120	114	126	120	121	120	120	114	119	119	120	
— pour le marché extérieur.....	102	121	127	130	129	127	132	131	131	130	125	125	130	
Machines-outils pour le travail de métaux (millions de livres).....	55,9	105,7	116,9	88,3	117,1	116,9	111,0	107,4	99,7	88,3				
CONSTRUCTION¹ :														
Bâtiments à destination industrielle, superficie approuvée ² (millions de pieds carrés).....	58,8	88,9	48,6	31,9	10,3	11,5	8,6	8,2	7,4	7,7	7,3			
Logements (mis en chantier) ('000).....	325	317	320	333	79	74	82	79	86	87				
STOCKS¹ (millions de livres aux prix de 1958) :														
Industries manufacturières.....	73	520	230	42	46	45	-4	35	18	-7	63			
Commerce.....	64	85	40	36	-21	-12	3	-14	23	24	-11			
CONSUMMATION¹ :														
Valeur des ventes au détail (1957=100).....	107	111	115	119	116	116	118	118	121	120	122	122	121	123
Volume des ventes au détail (1957=100).....	105	108	111	111	111	111	111	111	112	112	112	113	112	114
Voitures de tourisme, immatriculations nouvelles ('000 taux trimestriels).....	162	202	186	197	180	171	177	199	192	217	216	224		

1. Corrigés des variations saisonnières.

2. Grande-Bretagne seulement.

3. Pour les chiffres annuels : juin ; pour les autres : fin de période.

4. Le Royaume-Uni ; chômeurs complets et chômeurs temporaires.

5. Corrigés des variations saisonnières par l'O.C.D.E.

6. Corrigés des variations saisonnières par le N.I.E.S.R. et calculés en pourcentage de la main-d'œuvre totale en mai de chaque année.

7. Ouvriers de l'industrie manufacturière.

8. Pour les variations totales des stocks, voir tableau I.

Source : « Monthly Digest of Statistics », O.E.C.D. « Statistiques générales », N.I.E.S.R. « Economic Review ».

TABLEAU IV. REVENUS, COÛTS, PRIX ET PRODUCTIVITÉ

	1959	1960	1961	1962	1961		1962				1963	FEV.	MARS	AVRIL
					3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^e TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^e TR.			
SALAIRES ET PROFITS :														
Taux hebdomadaire des salaires ¹ (31 janv. 1956 = 100)	117,0	120,0	125,0	129,6	125,2	126,3	127,2	129,0	130,6	131,5	132,5	132,5	132,7	133,6
Gains par heure (1953 = 100)	142	154	164	170	...	164	...	167	...	170				
Revenu du travail ² (1953 = 100)	104,7	112,4	121,2	126,7	122,3	123,0	124,8	126,1	127,8	128,1	126,8			
Revenu des sociétés et des entreprises publiques ³ (1958 = 100)	111,0	125,9	123,2	126,0	122,5	119,2	119,5	127,4	128,6	128,7				
COÛTS PAR UNITÉ DE PRODUCTION² (1958 = 100) :														
Revenu du travail par unité de production	100,1	102,3	108,2	111,7	108,7	110,4	111,5	110,7	111,4	113,1	114,1			
Revenu de la propriété par unité de production	104,2	109,6	107,6	108,7	106,5	106,6	106,7	108,8	108,6	110,6				
PRIX :														
Prix des matières de base et de l'énergie utilisée dans l'industrie manufacturière ⁴ (1954 = 100)	103,4	104,5	104,4	103,0	104,6	103,4	104,0	103,3	102,2	102,5	103,5	103,3	103,7	103,9
Prix des produits manufacturés ⁴ (1954 = 100)	114,3	116,0	119,1	120,6	119,4	119,6	120,2	120,3	120,8	121,1	121,1	121,2	121,2	121,3
Coût de la construction (1954 = 100)	113	114	118	122	117	120	121	122	123	123	125	125	125	125
Prix au détail (1956 = 100)	109,6	110,7	114,5	119,3	115,3	116,6	117,7	120,2	119,7	119,6	121,4	121,7	121,8	122,2
Prix à l'importation (1954 = 100)	98	99	97	96	96	96	96	96	95	96	97	97	98	98
Prix à l'exportation (1954 = 100)	109	111	112	113	112	112	113	113	113	114	115	115	115	115
Termes de l'échange (1954 = 100)	90	89	86	85	85	85	85	85	84	84	84	84	85	85
PRODUCTIVITÉ⁵ (1958 = 100) :														
Production par employé	104	108	109	110	110	108	108	111	111	110				
Production par homme-heure dans les industries manufacturières	105	110	111	113	111	109	111	113	114	113		115		

1. Les chiffres annuels correspondent au mois d'octobre, les autres à avril ou octobre.
2. Corrigés des variations saisonnières.
3. Industries alimentaires non compris.
4. Ventes sur le marché intérieur.

TABLEAU V. STATISTIQUES MONÉTAIRES ET BANCAIRES

	1959	1960	1961	1962	1961		1962				1963		
					3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	AVRIL	MAI
Taux de réescompte (en fin de période <i>(pour cent)</i>)	4	5	6	4 1/2	7	6	5	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4	4	4
Taux d'intérêt des bons du Trésor <i>(pour cent)</i>	3,38	4,89	5,14	4,17	6,18	5,55	5,18	3,98	3,79	3,71	3,51	3,71	
Rendement moyen de 2,50 % consolidé <i>(pour cent)</i>	4,82	5,42	6,20	5,98	6,52	6,46	6,33	6,18	5,82	5,66	5,80	5,86	5,05
Monnaie en circulation dans le public <i>(millions de £)</i>	1.969	2.062	2.151	2.160	2.186	2.186	2.159	2.158	2.162	2.166	2.155	2.201	2.193
Émission de valeurs nouvelles <i>(millions de £)</i>	511,6	573,5	692,5	630,0	254,4	128,1	111,4	156,0	223,9	138,7	148,5	40,3	36,2
Dettes correspondant aux ventes à crédit (en fin de période <i>(millions de £)</i>)	849	935	927	887	953	927	888	887	890	887	874	881	895
Ventes à crédit (crédits nouveaux accordés <i>(millions de £)</i>)	917	820	798	738	198	167	167	197	193	181	168		
BANQUES DE LONDRES AFFILIÉS AU CLEARING ¹ :													
Comptes courants <i>(millions de £)</i>	4.064	4.207	4.157	4.186	4.095	4.166	4.041	4.180	4.175	4.385	4.276	4.339	4.369
Dépôts à terme <i>(millions de £)</i>	2.431	2.515	2.638	2.747	2.663	2.711	2.726	2.726	2.755	2.783	2.754	2.725	2.732
Comptes divers <i>(millions de £)</i>	441	513	600	678	601	678	644	664	661	735	661	775	669
Total des avoirs liquides <i>(millions de £)</i>	2.277	2.299	2.437	2.546	2.522	2.666	2.416	2.530	2.559	2.684	2.346	2.391	2.384
Total des avoirs liquides (% des dépôts totaux)	32,8	31,8	33,0	33,5	34,3	35,3	32,6	33,4	33,7	34,0	30,5	30,5	30,7
Investissements <i>(millions de £)</i>	1.836	1.407	1.122	1.194	1.048	1.119	1.096	1.187	1.234	1.315	1.234	1.204	1.206
Investissements (% des dépôts totaux)	26,5	19,5	15,2	15,7	14,3	14,8	14,8	15,7	16,3	16,6	16,0	15,4	15,5
dont : Fonds d'État <i>(millions de £)</i>	1.718	1.277	1.009	1.082	936	1.007	984	1.075	1.123	1.204	1.121	1.088	1.091
Avances <i>(millions de £)</i>	2.522	3.123	3.357	3.408	3.318	3.209	3.375	3.401	3.428	3.506	3.839	3.852	3.897
Avances (% des dépôts totaux)	36,4	43,2	45,4	44,8	45,1	42,5	45,5	44,9	45,1	44,4	49,9	49,1	50,2

1. Moyenne du dernier mois du trimestre considéré ou du mois considéré ; les chiffres annuels sont des moyennes mensuelles.

TABLEAU VI. COMMERCE EXTÉRIEUR

Millions de livres, totaux ou taux trimestriels, corrigés des variations saisonnières.

	1959	1960	1961	1962	1961				1962				1963
					1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.
IMPORTATIONS :													
Total	996	1.134	1.098	1.122	1.149	1.098	1.074	1.077	1.095	1.119	1.155	1.122	1.125
Par catégorie — produits alimentaires, boissons et tabac..	381	384	372	393	378	378	369	366	387	411	405	372	378
— matières premières, huiles et graisses ...	234	270	252	231	273	258	240	237	234	225	231	237	234
— combustibles ..	117	120	120	135	135	114	114	120	129	123	144	141	144
— produits semi-finis.....	171	231	213	213	228	213	210	210	198	210	225	217	213
— produits finis .	93	129	141	150	135	135	141	144	147	150	150	155	156
Par zone — zone sterling..	360	378	369	375	363	375	372	360	357	363	402	378	378
— Amérique du Nord	171	234	207	207	222	201	198	210	204	207	213	204	204
— l'Europe d'Ouest.....	279	330	336	345	351	336	324	330	336	354	339	345	342
— Autres pays ..	186	190	186	195	213	186	180	177	198	195	199	195	201
EXPORTATIONS :													
Total	834	888	921	948	927	915	927	912	918	957	960	954	981
Par catégorie — machines et matériel de transport.....	360	384	405	414	405	402	417	399	405	420	420	420	450
— produits manufacturés divers.	261	279	285	288	291	285	279	279	279	297	291	288	282
— autres exportations	213	225	231	246	231	228	231	234	234	240	249	246	249
Par zone — zone sterling..	336	357	351	336	378	348	351	324	324	342	336	342	357
— Amérique du Nord	141	135	126	129	120	126	129	132	135	129	132	126	117
— C.E.E.	117	129	153	180	144	150	156	165	165	180	189	186	195
— E.F.T.A.	96	108	120	129	114	120	123	126	126	129	129	132	132
— Autres pays ..	142	159	171	174	171	171	168	165	168	177	174	168	180

TABLEAU VII. BALANCE DES PAIEMENTS

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962				1963
							1 ^e TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^e TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	
Importations, f.o.b.....	3.538	3.360	3.617	4.106	4.013	4.059	1.056	1.028	948	981	1.014	1.015	998	1.032	1.039
Exportations et réexportations, f.o.b.....	3.509	3.392	3.507	3.710	3.865	3.988	983	982	914	986	982	1.035	941	1.030	1.050
Balance commerciale.....	-29	+32	-110	-396	-148	-71	-73	-46	-34	+5	-32	+20	-57	-2	+11
— corrigée des variations saisonnières.....							-79	-42	-7	-20	-19	-3	-41	-8	+14
Invisibles (net).....	+245	+297	+224	+88	+76	+138	+37	+27	+26	-14	+51	+61	+19	+7	+45
— corrigés des variations saisonnières.....							+26	+12	+19	+19	+38	+34	+22	+44	+45
— dont, public.....	-147	-224	-233	-287	-339	-371	-86	-89	-86	-78	-99	-93	-88	-91	...
— privé ¹	+392	+521	+457	+375	+415	+509	+123	+116	+112	+64	+150	+154	+107	+98	...
Balance des paiements courants.....	+216	+329	+114	-308	-72	+67	-36	-19	-8	+9	+19	+81	-38	+5	+56
— corrigée des variations saisonnières.....							-53	-30	+12	+1	+19	+31	-19	+36	+59
Balance des opérations en capital à long terme.....	-106	-181	-485	-186	+44	-92	+45	-61	-6	+66	+28	-43	-23	-54	-73
— public.....	+66	-49	-353	-102	-42	-105	-23	+11	+9	-39	-11	-16	-26	-52	...
— privé.....	-172	-132	-132	-84	+86	+13	+68	-72	-15	+105	+39	-27	+3	-2	...
Balance des paiements courants et des opérations en capital à long terme.....	+110	+148	-371	-494	-28	-25	+9	-80	-14	+57	+47	+38	-61	-49	-17
Erreurs et omissions.....	+97	+54	-34	+304	+48	+128	-10	+23	+56	-21	+80	-15	+87	-24	+24
Balance des opérations monétaires.....	-207	-202	+405	+190	-20	-103	+1	+57	-42	-36	-127	-23	-26	+73	-7
— mouvements monétaires divers.....	-21	+24	+50	+147	-61	+112	+91	-13	-93	-44	+123	-29	+8	+10	+86
— réserves officielles en or et en sterling convertibles.....	-13	-284	+119	-177	-31	+183	+75	+89	-279	+84	-48	+7	+229	-5	-3
— avoirs extérieurs en sterling.....	-173	+58	+236	+220	+72	-398	-165	-19	+332	-76	-202	-1	-263	+68	-90
— organisations internationales.....	-24	-22	+82	-156	+409	-353	+4	-1	+538	-132	-87	-86	-195	+15	+2
— autres avoirs publics.....	-131	-117	+98	+38	+9	-106	+25	+79	-118	+23	-88	+43	-51	-10	-7
— avoirs privés.....	-18	+197	+56	+338	-346	+61	-194	-97	-88	+33	-27	+42	-17	+63	-85

1. Y compris quelques transactions gouvernementales, portant notamment sur les intérêts, les profits et les dividendes.

Source : « Economic Report », 1962.

O.E.C.D. SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN I.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevettersstraat 57, ANTWERPEN.
Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.
Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, HAVANA.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Presses Universitaires de France,
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e).

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN
Sub-Agents : BERLIN : Elwert & Meurer.
MÜNCHEN : Hueber. HAMBURG : Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snebjörn Jónsson & Co. h.f.,
Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY I.
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Gino Capponi 26, FIRENZE.

Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,
BARI.

P.E.M., Corso di Porta Romana 87/B, MILANO.
Sous-Dépôtaires : GENOVA : Libreria Di
Stefano. MILANO : Libreria Hapli. NAPOLI :
Libreria L. Cappelli. PADOVA : Libreria Zannoni.
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA :
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO :
Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck, 33, Grand-Rue,
LUXEMBOURG.

MOROCCO - MAROC

B.E.P.I., 8, r. Michaux-Bellaire, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent : Meulenhoff & Co., N.V. Im-
porteurs, Beulingstr., 2, AMSTERDAM.
Principal Retailer : W.P. Van Stockum & Zoon
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZELANDE

Government Printing Office,
20 Molesworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104)

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVEGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 9-A Shah Alam Market,
LAHORE.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11,
BARCELONA.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENEVE
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL.

UNITED KINGDOM and CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.

Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

Mc Graw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,
TMIS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36, N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

Comme l'a fait l'O.E.C.E. depuis 1954, l'O.C.D.E. publiera des études économiques annuelles pour chaque pays Membre et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Ces études seront publiées dans l'ordre suivant entre novembre 1962 et août 1963 :

ÉTATS-UNIS
CANADA
PORTUGAL
ISLANDE
ALLEMAGNE
TURQUIE
SUISSE
DANEMARK
GRECE
AUTRICHE
IRLANDE
REPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE
SUÈDE
ESPAGNE
PAYS-BAS
U.E.B.L.
ITALIE
ROYAUME-UNI
NORVÈGE
FRANCE

Les dernières études ainsi publiées pour ces pays, à l'exception de la Turquie et du Portugal, ont paru entre novembre 1961 et septembre 1962.

PRIX : F2 FS2 DM 1,70 5 s. \$ 0,50